



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 28 MAI 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1643

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du seize mai 1910, de nommer M. Joseph Octave Lebel, notaire, de Sayabec, greffier de la cour du magistrat et de la cour de circuit, dans et pour le comté de Rimouski, siégeant à Saint-Jérôme de Matane. 2469

Avis du Gouvernement

La compagnie "The Petrie Manufacturing Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa chartre seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 28th MAY, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1644

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth of May, 1910, to appoint Mr. Joseph Octave Lebel, notary, of Sayabec, clerk of the magistrate's court and of the circuit court, in and for the county of Rimouski, sitting at Saint Jérôme de Matane. 2470

Government Notices

"The Petrie Manufacturing Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving

assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Joseph Cléophas Lamothe, avocat, de la cité de Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

Québec, 18 mai 1910.

2441

La compagnie "The Western Pacific Development Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Robert Johnston, de la cité de Montréal.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

Québec, 18 mai 1910.

2439

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Canut, comté des Deux-Montagnes, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1899 des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 25 mai 1910.

2473

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de mai 1910, constituant en corporation MM. Paul Tourigny, industriel, de Victoriaville, Louis Honoré Pepin, marchand, de Warwick, Joseph Edouard Perrault, avocat, d'Arthabaska, Edgar Laliberté, notaire, de Warwick, Etienne Cantin, industriel, de Warwick, Charles Albert Lefèvre, professeur, de Québec, et André Gingras, industriel, de Warwick, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de manufacturer des étoffes de toute sorte en laine ou autres, des moulins à battre le grain, à scier le bois et autre machineries outils ou appareils, faire tous autres articles quelconques en bois, métal ou autres ;

Posséder et acquérir, et vendre des immeubles, pouvoirs d'eau pour les besoins de la compagnie et l'aliment de son industrie ;

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou autrement aliéner tous biens mobiliers ou immobiliers ;

Faire les affaires d'agence générale pour la vente du produit de toute autre maison de commerce ou d'industrie ;

Faire les affaires d'acheteurs, vendeurs, marchands en général des marchandises de toute sorte et description ;

Acquérir des moulins à scier le bois, ou relatifs à toute autre industrie employant le bois et le fer, et exercer les dites industries et commerce ; acquérir l'actif ou partie de l'actif de la Compagnie Cantin de Warwick ;

Pour le besoin et dans l'intérêt des affaires de la compagnie, emprunter toute somme qu'il pourra paraître utile aux directeurs et dédier par eux en vertu d'un règlement à cet effet, sans qu'il soit besoin d'approbation par les actionnaires, de toute personne, société, compagnie, par billet, bons, débiteures, obligations et hypothèques sur les biens immobiliers de la compagnie ;

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage, chauffage et pouvoir, dans toutes ses branches et de manufacturer, vendre et distribuer l'éclairage, chauffage et pouvoir produit par l'électricité, le gaz,

services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Joseph Cléophas Lamothe, advocate, of the city of Montreal.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial secretary.

Quebec, 18th May, 1910.

2442

"The Western Pacific Development Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Robert Johnston, of the city of Montreal.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

Quebec, 18th May, 1910.

2440

Public notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Saint Canut, county of Two Mountains, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1899 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 25th May, 1910.

2474

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1910, incorporating Messrs. Paul Tourigny, manufacturer, of Victoriaville, Louis Honoré Pepin, merchant, of Warwick, Joseph Edouard Perrault, advocate, of Arthabaska, Edgar Laliberté, notary, of Warwick, Etienne Cantin, manufacturer, of Warwick, Charles Albert Lefèvre, professor, of Québec, and André Gingras, manufacturer, of Warwick, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturing all kinds of woolen and other stuffs, grist-mills, saw-mills and other machinery, tools or apparatus, make any articles whatsoever in wood, metal or other ;

To hold, acquire and sell immovables, water powers for the needs of the company and the maintenance of its business ;

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate any moveable or immovable property ;

To carry on the business of a general agency for the sale of the product of any other commercial or business house ;

To carry on the business of purchasers, sellers, merchants in general of merchandise of all kind and description ;

To acquire mills for sawing lumber or relating to any industry using wood and iron, and carry on the said industries and trade ; to acquire the assets or part of the assets of "La Compagnie Cantin de Warwick" ;

For the needs and in the interest of the business of the company, to borrow any amount it may appear useful to the directors and dedicated by them in virtue of a by-law to such effect, without it being necessary to have the approval of the shareholders, of any person, firm, company, by notes, bonds, debentures, obligations and hypothec on the immovables property of the company ;

To carry on the business of a light, heat and power company in all its branches, and to manufacture, sell and distribute light, heat and power produced by electricity, gas, steam or other energy

la vapeur ou autre énergie ou force dans les limites du canton de Warwick et de celui de Tingwick ;

Exercer l'industrie d'une fonderie et en faire le commerce ;

Vendre le produit de l'industrie de la compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie et acquérir du capital action de toute autre compagnie, sous le nom de "La Compagnie des Industries Cantin," avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingts (980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Warwick.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mai 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2443

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1910, constituant en corporation MM. Joseph Faille, entrepreneur dans la brique, Verdun, Joseph Alphonse Sauvage, maître-boulangier, Notre-Dame de Grâce, Joseph Edmond Mailloux, contre-maître mécanicien, Montréal, Ariste Latour, contre-maître dans la chaussure, ville Saint-Paul, et Louis Anselme Picard, marchand, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail de marchandises sèches, groceries, provisions, liqueurs, feronneries, chaussures et toutes sortes de marchandises ;

Manufacturer et autrement produire et acquérir telles marchandises ;

Faire le commerce d'importation et d'exportation ;

Agir comme marchands à commission et agents commerciaux généralement ;

Faire le commerce de produits agricoles et d'animaux, ainsi que l'élevage d'iceux ;

Acquérir, louer et disposer de marques de commerce, droit de patentes, privilèges d'aucune invention et les employer relativement aux affaires de la compagnie ;

Faire des arrangements avec aucune compagnie faisant un commerce semblable pour partage de profits, réunion d'intérêts, concessions réciproques ou autrement dans l'intérêt de la dite compagnie ;

Acquérir des actions dans aucune compagnie faisant semblable commerce et payer pour telles actions en argent ou par des actions acquittées de la présente compagnie, en partie ou en entier ;

S'amalgamer avec d'autres compagnies autorisées à faire semblable commerce ;

Acheter et acquérir en tout ou en partie l'actif et l'achalandage de toutes autres compagnies, sociétés ou personnes faisant semblable commerce, et en payer le prix partie en argent ou partie en parts acquittées ;

Se charger du paiement du passif de telles compagnies, sociétés ou personnes ;

Vendre les affaires et les propriétés de la compagnie comme une affaire en opération à toute personne, société ou compagnie ayant le pouvoir de l'acquérir et en recevoir le prix en argent ou en actions acquittées, débetures ou toutes autres considérations valables ;

Acquérir toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la dite compagnie et en faire l'exploitation, sous le nom de "Magasin d'Epargne, Incorporée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mai 1910.

JOS. DUMONT,

2471

Sous-secrétaire de la province.

or power within the limits of the township of Warwick, and that of Tingwick ;

To carry on the business of a foundry and the trade thereof ;

To sell the product of the business of the company ;

To amalgamate with any other company, and acquire the capital stock of any other company, under the name of "La Compagnie des Industries Cantin", with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Warwick.

Dated from the office of the secretary of the province, this seventeenth day of May, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2444

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1910, incorporating Messrs. Joseph Faille, brick contractor, Verdun, Joseph Alphonse Sauvage, master baker, Notre-Dame de Grâce, Joseph Edmond Mailloux, foreman mechanic, Montreal, Ariste Latour, boot and shoe foreman, ville Saint Paul, and Louis Anselme Picard, merchant, of Montreal, for the following purposes :

To carry on a wholesale and retail business in dry goods, groceries, provisions, liquors, hardware, boots and shoes and all kinds of merchandise ;

To manufacture and otherwise produce and acquire such merchandise ;

To carry on an import and export business ;

To act as commission merchants and commercial agents generally ;

To carry on business in agricultural products and live stock and the breeding of same ;

To acquire, lease and dispose of trade marks, patent rights, privileges of any invention, and employ same in connection with the business of the company ;

To make arrangements with any company carrying on a similar business for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or otherwise in the interest of the said company ;

To acquire stock in any company doing a like business and pay for such stock in money or paid up shares of this company, in part or in whole ;

To amalgamate with other companies authorized to carry on a similar business ;

To purchase and acquire in whole or in part the assets and goodwill of any other companies, firms or persons doing a like business, and pay for same partly in money or partly in paid up shares ;

To take over the payment of the liabilities of such companies, firms or persons ;

To sell the business and property of the company as a going concern to any person, firm or company capable of purchasing it, and receive in payment therefore, money or paid up shares, debentures or any other valid considerations ;

To acquire any property necessary for the business of the said company and exploit same, under the name of "Le Magasin d'Epargne, Incorporée," with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty third day of May, 1910.

JOS. DUMONT,

2472

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 16 mai 1910.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste de la Pointe aux Trembles, comté d'Hochelaga, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, les avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

2343.2

No 4078-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le Surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu du pouvoir que lui confère l'article 30 de la loi de l'Instruction publique, d'annuler l'arrêté qu'il a émis le 10 février 1910, portant le numéro 119, concernant l'annexion de partie de la municipalité scolaire de Saint-François à celle de Saint-Victor-de-Tring, vu qu'il y a eu erreur dans les numéros de cadastre y mentionnés et de le remplacer par un autre, au même effet, en remplaçant les numéros 47 et suivants jusqu'à 62 inclusivement qui y étaient mentionnés, par les numéros 1821 et suivants jusqu'à 1837 inclusivement.

2353.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de mai 1910, constituant en corporation MM. Lionel H. Foucher, importateur, de la ville de Maisonneuve, Jules L. Clément, agent d'immeubles, Thomas George Bertrand, manufacturier, Come Damien Bertrand, commis, et Amédée Bélanger, pharmacien, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général, en gros et en détail, ainsi que de manufacturer, produire ce qui est nécessaire au commerce fait par la compagnie ;

Faire spécialement le commerce connu sous le nom de commerce d'ornements d'église ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer sur royauté ou acquérir autrement et tenir, employer, posséder mettre en opération, introduire et vendre, donner des marques de commerce, noms, patentes d'inventions, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement utiles aux affaires de la compagnie et employer, exercer, développer, accorder suivant le cas ou autrement, mettre à profit toutes telles marques de commerce et invention et en disposer autrement.

Entrer en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt ou co-opérations avec toute autre personne ou compagnie et de promouvoir, aider à promouvoir et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire, alliée ou autre compagnie faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement, posséder, employer, louer, hypothéquer des immeubles et bâties, matériel, machines nécessaires et en rapport avec les affaires de la compagnie ou en disposer autrement ;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires ayant les mêmes objets que ceux de la compagnie ensemble avec bâties, machines, stock de commerce, clientèle et actif en général, prendre en tout ou en partie les dettes des dites affaires et les payer en tout ou en partie en obligations, débetures, et les vendre et louer ou en disposer autrement ou aucune partie d'iceux ;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre, échanger des actions, stock, débetures et garanties de toutes corporations faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie et en disposer ;

Quebec, 16th May, 1910.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village Saint Jean Baptiste of Pointe aux Trembles, county of Hochelaga, to obtain the authorization to publish in the french language only, any notice, by-law, or resolution adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

2344

No. 4078-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The Superintendent of Public Instruction gives notice that he will recommend the Lieutenant Governor in Council, in virtue of the power conferred on him by article 30 of the Education Act, to annul the order in council issued by him on the 10th February instant, 1910, bearing number 119, respecting the annexation of part of the school municipality of Saint Francis to that of Saint Victor de Tring, seeing that there was an error in the cadastral numbers mentioned therein ; and to replace same with another to the same effect, by replacing the numbers 47 and following to 62 inclusively mentioned therein, by the numbers 1821 and following to 1837 inclusively.

2354

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteen day of May, 1910 incorporating Messrs. Lionel H. Foucher, importer, of the town of Maisonneuve, Jules L. Clément, real estate agent, Thomas George Bertrand, manufacturer, Come Damien Bertrand, clerk, and Amédée Bélanger, druggist, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business in general, wholesale and retail, and also to manufacture and produce whatever is necessary for the trade carried on by the company ;

To carry on especially the business known under the name of the business of church ornaments ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, operate, introduce and sell, give trade marks, names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant according to the case or otherwise, turn to account all such trade marks and inventions and otherwise dispose of same ;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest or co-operation, with any other person or company, and to promote or assist in promoting and to become a shareholder in any auxiliary, allied or other company carrying on the same kind on business as this company ;

To purchase or otherwise acquire, hold, use, lease, hypothecate immovables and buildings, materials, machinery necessary and in connection with the business of the company or otherwise dispose of same ;

To purchase or otherwise acquire any business having the same objects as those of this company together with buildings, machinery, stock in trade, goodwill and assets in general, take over in whole or in part the debts of any such business, and pay for same in whole or in part with bonds and debentures, and sell, lease or otherwise dispose of same or any part thereof ;

To acquire, own, lease, guarantee, hypothecate, sell, exchange shares, stock, debentures or securities of any corporation carrying on the same kind of business as this company and dispose of same ;

Faire les choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de Bertrand, Foucher & Bélanger, Incorporée, avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2339.2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires à "The Robertson Asbestos Mining Company," en date du treizième jour de mai 1910, par lesquelles les pouvoirs additionnels suivants ont été octroyés :

Faire les affaires et opérations de miner et fondre le minéral dans toutes ses branches, et acquérir et posséder par achat, bail, licence ou autrement, des mines, minéraux, droits et privilèges de mine, et les explorer, travailler, exercer et développer, et de miner, ouvrir, creuser, travailler et faire les opérations de miner, fondre et mouler des métaux et minéraux et les préparer pour la vente par aucuns moyens ou procédés ;

Traiter, fondre, raffiner et préparer pour le marché des métaux, minéraux ou autres substances par aucun procédé quelconque, et en aucune manière ou forme, et à cette fin, acheter, acquérir, installer et mettre en opération tout le matériel et appareils nécessaires, et acheter, vendre et faire le commerce de tous les produits de ces minéraux ;

Chercher, explorer, développer, améliorer, travailler, conduire et maintenir des mines, carrières, minerais et autres dépôts et propriétés, et de mouler, écraser, laver, fondre, griller, essayer, réduire et autrement traiter les métaux, charbon, coke, minerais, argile et toute sorte de minéraux appartenant à la compagnie ou produits des propriétés de la compagnie ou fournis par autres à la compagnie pour telle fin et de les rendre propres pour le commerce, les vendre ou en disposer autrement ou toute partie d'iceux ou tout intérêt y ayant rapport, et en général faire les affaires d'une compagnie de mines, fonte, réduction, extraction et développement ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement ou en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie et autres semblables ;

Demander, prendre, posséder, acheter et acquérir autrement des patentes, inventions, baux, licences et concessions octroyant un droit exclusif ou limite d'employer tout secret ou autre information concernant toute invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucune des fins de la compagnie et qui peut être calculées pour la bénéfice de la compagnie, et employer les dites patentes ou information suivant que la compagnie peut juger à propos et en disposer ;

Nonobstant les dispositions de la section 34 de la loi des compagnies de Québec, 1907, acheter, acquérir et posséder, tenir, garantir et vendre avec ou sans garantie les actions, débetures et obligations de toutes manufactures ou autres corporations faisant les mêmes affaires que celles de cette compagnie et s'amalgamer avec toute compagnie constituée pour la mise en opération de toutes affaires semblables, et acquérir par achat, bail ou autrement, et diriger, conduire et mettre en opération la propriété, entreprise et affaires de toute telle corporation ;

Emettre, donner et délivrer comme acquittées et non-saisissables toutes actions, débetures ou autres garanties de cette compagnie, en paiement ou partie de paiement de toute propriété, contrats, droits, ac-

To exercise all the powers and do all and singular the business and transactions for the operation of the objects for which this company is incorporated, under the name of "Bertrand, Foucher & Belanger, incorporated", with a total capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of May, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

2340

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, the "Robertson Asbestos Mining Company", bearing date the thirteenth day of May, 1910, by which the following additional powers have been granted :

To carry on the business and operations of mining and smelting minerals in all its branches, and to acquire and hold by purchase, lease, license or otherwise, mines, minerals, mining rights and privileges, and to explore, work, exercise and develop the same ; and to mine, sink shafts, excavate, work and carry on the operations of mining, smelting and milling ores and minerals and preparing the same for sale by any means or process ;

To treat, smelt, refine and prepare for the market, minerals ores or other substances by any process whatever, and in any manner or form, and for such purpose to purchase, acquire, install and operate all necessary plant and apparatus and purchase, sell and deal in any products of such ores ;

To prospect for, explore, develop, improve, work, manage and maintain mines, quarries, mineral and other deposits and properties and to mill, crush, wash, smelt, roast, assay, reduce and otherwise treat metals, coal, coke, ores, clay and all kinds of minerals, whether belonging to the company or produced from the company's properties or supplied by others to the company for such purpose, and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same or any part thereof or any interest therein and generally to carry on the business of mining, smelting, reduction, quarrying and development company ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company and germane thereto ;

To apply for, take out, hold, purchase and otherwise acquire patents, inventions, leases, licenses and concessions conferring an exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purpose of the company and which might seem calculated to benefit the company, and to use and dispose of said patents or information as the company may seem proper.

Notwithstanding the provisions of the section 34 of the Quebec Companies Act, 1907, to purchase and acquire and to own, hold, pledge and sell with or without guarantee the shares, debentures and bonds of any manufacturing or other corporations carrying on business similar to that of this company and to amalgamate with any company constituted for the carrying on of any similar business, and to acquire by purchase, lease or otherwise and to manage, operate and carry on the property undertaking and business of any such corporation ;

To issue, allot and deliver as fully paid-up and non-assessable any shares, debentures or other securities of this company, in payment or part payment of any property, contracts, rights, shares,

tions, débentures ou garanties de toute compagnie que cette compagnie peut acquérir pour les fins de ses affaires, et en paiement ou partie de paiement des services rendus à la compagnie en rapport avec son avancement, organisation et affaires ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou licencier sur loyauté ou autrement acquérir et tenir, employer, posséder, mettre en opération et introduire et vendre, céder, ou en disposer autrement, toutes marques de commerce, noms de commerce, patentes d'invention, améliorations et procédés sous enregistrement ou autrement utiles aux affaires de la compagnie, et employer, développer, octroyer des licences y ayant rapport ou autrement mettre à profit toutes telles marques de commerce, noms de commerce ou inventions, licences, procédés, et la même chose pour toute telle propriété ou droits ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêt, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou sur le point de faire toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire et promouvoir et aider à l'avancement et devenir actionnaire dans toute telle compagnie, et acheter ou acquérir autrement des actions et garanties de telle compagnie ou compagnies, nonobstant les dispositions de la section 34 de la loi des compagnies de Québec, 1907, et de les posséder, vendre, garantir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou autrement ;

Acquérir la clientèle, propriété, droits et actif et prendre les obligations de toute personne, société ou compagnie endettées envers la compagnie ou faisant toutes affaires semblables à celles conduites par cette compagnie et de les payer en argent ou en actions ou garanties de cette compagnie ou autrement ;

Faire les affaires soit manufacturées ou autrement qui peuvent être faites en rapport aux fins de la compagnie ou qui peuvent lui être avantageuses ou utiles ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débentures ou garanties de tout objet, en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie, ou en disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses, comme patrons, agent, entrepreneurs, fideicommiss ou autrement, soit seule ou en union avec autres ;

Faire toutes choses nécessaires, convenables, utiles ou propres pour l'accomplissement d'aucun ou plus des objets ci-dessus énumérés ou qui pourront ou peuvent en aucun temps paraître nécessaires pour la transaction ou bénéfice de la corporation, soit comme possesseurs ou comme ayant été intéressés dans aucune propriété, actions ou autres garanties ;

Rémunérer par paiement en argent, stock, obligations ou tout autre moyen toute personne ou personnes ou corporation ou corporations, en plaçant ou aidant à placer, ou garantissant le placement d'aucune des actions du stock de la compagnie, ou toutes débentures ou autres garanties ou dans la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite des affaires ;

Le tout pourvu cependant que la compagnie n'émettra pas à l'avenir aucune action de son fonds social audessous de la valeur au pair d'icelui.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mai 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

377 2

No 1050.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 18 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pacôme, dans le comté de Kamouraska, les

débentures ou securities of any company which this company may acquire for the purpose of its business, and in payment or part payment of the services rendered to the company in connection with its promotion, organisation and business ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license or royalty or otherwise acquire and hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents or invention, improvements and process under registration or otherwise useful to the business of the company and to use, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, trade names or inventions, licenses, processes, and the like of any such property or rights ;

To entering into arrangements for sharing profits or union of interest, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on any business which the company is authorized to carry on and promote or assist in promoting and to become a shareholder in any such company and to purchase or otherwise acquire shares and securities or such company or companies notwithstanding the provisions of section 34 of the Quebec Companies Act, 1907, and to hold, sell, pledge, reissue with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

To acquire the goodwill, property, rights and assets and to assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company or transacting any business similar to that conducted by this company and to pay for the same in cash or in shares or securities of this company or otherwise ;

To carry on business whether manufacturing or otherwise which may be carried on in the connection with the purposes of the company, or which may be beneficial or profitable thereto ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any object, altogether or in part similar to those of the company ;

To do all or any of the above things, as principals, agent, contractors, trustees or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time appear to be necessary for the transaction or benefit of the corporation, either as holders or as being interests ; in any property, shares, bonds or other securitized

To remunerate by payment in cash, stock, bonds or any other manner any person or persons or corporation or corporations, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the company, or any debentures or other securities or in about the formation or promotion of the company or in the conduct of the business ;

The whole provided however that the company shall not in the future issue any of its capital stock below the par value thereof ;

Dated from the office of the provincial secretary, this thirteenth day of May, 1910.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

2378

No. 1050.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 18th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Pacome, in the county of Kamouraska, the lots bearing on the

biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pacôme, les Nos 540, 541, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 549, 550, 552, 553 et de les annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame du Mont Carmel, dans le même comté. 2403.2

official cadastre of the parish of Saint Pacome, the Nos. 540, 541, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 549, 550, 552, 553, and to annex same to the school municipality of Notre Dame du Mont Carmel, in the same county. 2404

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relatifs aux avis de Bill Privés

Relating to notices for Private Bills.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, la re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file

des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être vu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1645

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

1646

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition.

tion ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quod il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas

and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with

redigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1647

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que durant la présente session de la législature, la corporation de la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature pour se mettre sous les dispositions de l'acte général des corporations des cités et villes, 1903, avec en plus le droit d'annexer à la municipalité de la ville de Saint-Jérôme certaine partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme, située au sud-est de la dite ville de Saint-Jérôme ; de municipaliser l'éclairage électrique ; de fournir et exploiter de l'énergie électrique, dans les limites de la ville ; de légaliser les règlements Nos 67 et 71 concernant le canal d'égouts de la rue Labelle, et pour toutes autres fins, matières et choses nécessaires et utiles à la dite corporation de la ville de Saint-Jérôme.

CAMILE DE MARTIGNY,

Procureur de la corporation,

de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, 28 avril 1910.

2109.3

Avis est par le présent donné par la corporation de la ville de Saint-Jean et par celle de la ville d'Iberville qu'elles s'adresseront conjointement à la législature de Québec, à sa session actuellement en cours, dans le but d'obtenir les pouvoirs nécessaires

this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1648

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that during the actual sitting of Legislature of Quebec, the corporation of the town of Saint Jérôme shall present themselves to the Legislature to be put under the disposition of the general act of cities and towns of 1903, and further to obtain privilege of annexing to the municipality of the town of Saint Jérôme certain part of the municipality of the parish of Saint Jérôme, lying south east of the said town of Saint Jérôme ; to municipalize the electric light ; to furnish electrical power and operate an electric plan within the limits of the said town of Saint Jérôme ; to legalize by-laws numbers 67 and 71 in connection with the sewer drain of Labelle street, and for all other purposes, matters and things necessary and useful to the corporation of the town of Saint Jérôme.

CAMILLE DE MARTIGNY,

Attorney for the corporation

of Saint Jérôme.

Saint Jérôme, 28th April, 1910.

2110

Notice is hereby given by the corporation of the town of Saint Johns and by that of the town of Iberville, that they will apply jointly to the Legislature of Quebec, at its session now sitting, to obtain the necessary powers to construct a metal

pour construire un pont métallique d'accès libre au public sur la rivière Richelieu, et pour entretenir convenablement le dit pont dont elles seront conjointement propriétaires. Les frais de construction et d'entretien du dit pont devront être supportés dans la proportion suivante : les deux tiers par la ville de Saint-Jean et l'autre tiers par la ville d'Iberville.

P. A. CHASSE,
CHS. BELANGER,
Avocats des requérants.

Saint-Jean, 2 mai 1910.

2393-2

Avis est par le présent donné que Thomas George Brigham, manufacturier, George Edward Mulligan, hôtelier, David Bernard Mulligan, hôtelier, William Earl Hayes, jr., comptable, tous de la cité d'Ottawa, et John Aylen, ingénieur civil, de North Bay, tous de la province d'Ontario, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi afin d'incorporer une compagnie de chemin de fer, sous le nom de "The Long Soo and Abitibi Railway Company", avec pouvoir de construire, équiper, mettre en opération et maintenir une ligne de chemin de fer d'un point sur la Baie James, entre les bornes de la province et la rivière East Main, dans la province de Québec et le Long Soo, au pied du lac Témiskaming, dans la province de Québec, et la rivière Desmoines, dans la province de Québec, et de mettre en opération tel chemin de fer par la vapeur, électricité ou autre pouvoir moteur ; et faire connection avec le chemin de fer National Transcontinental et avec le chemin de fer Pacifique Canadien : de construire, posséder, et maintenir des déviations, terres, quais, entrepôt, bassins, vasesaux, bateaux, hôtels, havres, parcs et appareils de terminus ;

Acquérir et posséder des pouvoirs d'eau, pêcheries, mines, terrains miniers et droits de mines et produits d'iceux, les développer et en disposer ; équiper, posséder et mettre en opération des lignes de télégraphe et téléphone et pouvoir en rapport avec les dits travaux. Exproprier les terres nécessaires pour les dits travaux. Faire des contrats et arrangements de trafic avec chemin de fer, vaisseau à vapeur, télégraphe, téléphone ou autres compagnies, et vendre ou louer les dits travaux et pour tous autres droits, pouvoirs et privilèges utiles, nécessaires et y ayant rapport.

THOMAS GEORGE BRIGHAM,
GEORGE EDWARD MULLIGAN,
DAVID BERNARD MULLIGAN,
WILLIAM EARL HAYES, JR.,
JOHN AYLEN.

Les requérants.

Ottawa, 1er avril 1910.

2395.2

Avis Divers

Le 16e jour de juin 1910, à Montréal, "The Dominion Express Company" vendra des effets non réclamés qui sont en mains dans les divisions Est et Atlantique, depuis avant le 1er juin 1909.

Voir la liste imprimée pour plus d'informations.

2121.4 W. S. STOUT,
Prés. et gérant gén.

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
No 5149.

Dame Rose Aimé Cournoyer, de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Joseph Pélouquin, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

P. J. ARTHUR CARDIN,
Procureur de la demanderesse.
Sorel, 19 mai 1910. 2447

bridge of free access to the public over the Richelieu river, and to suitably maintain the said bridge of which they shall be the joint owners, the cost of construction and maintenance of the said bridge shall be borne in the following proportion : the two thirds by the town of Saint John and the other third by the town of Iberville.

P. A. CHASSE,
CHS. BELANGER,
Attorneys for applicants.

Saint John's, 2nd May, 1910.

2394

Notice is hereby given by Thomas George Brigham, manufacturer, George Edward Mulligan, hotelkeeper, David Bernard Mulligan, hotelkeeper, William Earl Hayes, jr., accountant, all of the city of Ottawa, and John Aylen, civil engineer, of North Bay, all in the province of Ontario, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for an act to incorporate a railway company under the name of The Long Soo and Abitibi Railway Company, with power to construct, equip, operate and maintain a line of railway from a point on James Bay, between the provincial boundary and the East Main River in the province of Quebec, and the Long Soo at the foot of Lake Temiskaming in the province of Quebec, and the Desmoines River in the province of Quebec, and to operate such railway by steam, electricity or other motive power ; and to connect with the National Transcontinental Railway and with the Canadian Pacific Railway ; to build, own and maintain elevators, land, wharfs, warehouses, docks, ships, boats, hotels, harbours, parks and terminal appliances.

To acquire and own water powers, fisheries, mines, mining lands and mining rights and to develop the same and to dispose of the same and of the products thereof ; to equip, own and operate telegraph and telephone and power lines in connection with said works. To expropriate land necessary for said works. To make contracts and traffic arrangements with railway, steamboat, telegraph, telephone or other companies, and to sell or lease the said works, and for all other usual, necessary and incidental rights, powers and privileges in that behalf.

THOMAS GEORGE BRIGHAM,
GEORGE EDWARD MULLIGAN,
DAVID BERNARD MULLIGAN,
WILLIAM EARL HAYES, JR.,
JOHN AYLEN.

The petitioners.

Ottawa, 1st April, 1910.

2396

Miscellaneous Notices

On 16th June, 1910, at Montreal, the Dominion Express Company will sell unclaimed shipments which have been on hand in the Eastern and Atlantic Divisions since previous to 1st June, 1909.

See printed lists for further particulars.

2122 W. S. STOUT,
Pres. and gen. manager.

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } Superior Court.
No. 5149.

Dame Rose Aimé Cournoyer, of the city of Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Joseph Pélouquin, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

P. J. ARTHUR CARDIN,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 19th May, 1910. 2448

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3133.
Dame Jane-Christina Minto, des cité et district de
Montréal, épouse de David Lamoureux, du même
lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs
Le dit David Lamoureux, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le 19 mai courant.
ST. JULIEN & THEBERGE,
Proc. de la demanderesse.
Montréal, 19 mai 1910. 2427.2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 137.
Azilda Boutillette, épouse de Louis Lachance,
entrepreneur, de la ville de Black Lake, dûment
utorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit Louis Lachance, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée
en cette cause, le 19 avril 1910.
GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse
Arthabaska, 19 avril 1910. 2057.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3038.
Dame Mary Nelson, de la cité et du district de
Montréal, épouse de James Gardner, dûment au-
torisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit James Gardner, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 28ième jour de février 1910.
MULLEN & MATHIEU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 14 mars 1910. 2089.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3544.
Avis est par les présentes donné que Dame Han-
nah Korber, des cité et district de Montréal, épouse
commune en biens de Abraham Stern, ci-devant
commerçant, du même lieu, a, ce jour, poursuivi
son mari en séparation de biens.
R. G. DE LORIMIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 27 avril 1910. 2065.5

Province de Québec, }
District de Saint-François } *Cour Supérieure.*
No 769.
Dame Agnès Lareau, du canton de Barford, dis-
trict de Saint-François, épouse commune en biens
de Vitalis Davignon, cultivateur, du même lieu,
duement autorisée, a pris une action en séparation
de biens contre son dit époux, Vitalis Davignon,
du même lieu, ce jour, trois mai.

J. BEAULNE,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 3 mai 1910. 2197.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 770.
Dame Aglaé Harelle, du canton de Hereford, dis-
trict de Saint-François, épouse commune en biens
de Elie Grenier, cultivateur, du même lieu, dûment
autorisé, a pris une action en séparation de biens
contre son dit époux, Elie Grenier, du même lieu,
ce jour, trois mai.

J. BEAULNE,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 3^e mai 1910. 2195.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3133.
Dame Jane Christina Minto, of the city and
district of Montreal, wife of David Lamoureux, of
the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;
vs
The said David Lamoureux, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this case the 19th of May, 1910.
ST. JULIEN & THEBERGE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th May, 1910. 2428

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 137.
Azilda Boutillette, wife of Louis Lachance,
contractor, of the town of Black Lake, duly
authorized to ester en justice, Plaintiff ;
vs
The said Louis Lachance, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 19th April, 1910.
GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 19th April, 1910. 2058

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3038.
Dame Mary Nelson, of the city and district of
Montreal, wife of James Gardner, duly author-
ized, Plaintiff ;
vs
The said James Gardner, of the same place
Defendant.
An action for separation as to property has been
taken in this case, on 28th of February, 1910.
MULLEN & MATHIEU,
Attorney's for plaintiff.
Montreal, 14th March, 1910. 2090

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Co rt.*
No. 3544.
Notice is hereby given that Dame Hannah Kor-
ber, of the city and district of Montreal, wife com-
mon as to property of Abraham Stern, of the same
place, formerly trader, has, this day, sued her hus-
band for separation as to property.
R. G. DE LORIMIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 27th April, 1910. 2066

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 769.
Dame Agnès Lareau, of the township of Barford,
district of Saint Francis, wife common as to prop-
erty of Vitalis Davignon, farmer, of the same
place, duly authorized, has taken an action for sepa-
ration as to property against her said husband,
Vitalis Davignon, of the same place, this third day
of May.

J. BEAULNE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 3rd May, 1910. 2198

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 770.
Dame Aglaé Harelle, of the township of Hereford,
district of Saint Francis, wife common as to prop-
erty of Elie Grenier, farmer, of the same place,
duly authorized, has taken an action for separation
as to property against her said husband, Elie Gre-
nier, of the same place, this third of May.

J. BEAULNE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 3rd May, 1910. 2196

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*,
No 56.

Dame Mélina Hébert, de la paroisse de Saint-Hugues, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Zacharie Petit dit Beauchemin, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Zacharie Petit dit Beauchemin, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée, ce jour, en cette cause, par la demanderesse contre le défendeur.

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 22 avril 1910. 2061.5

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*.
No 2268.

Dame Virginie Lamontagne, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Demers, charpentier, de Saint-Apollinaire, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Demers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18 mars 1910, par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

ALPHONSE BERNIER,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 26 avril 1910. 2189.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*.
No 2730.

Dame Gittel Funger, de Montréal, épouse commune en biens de Moses Kindestine, du même lieu, commerçant, Demanderesse ;

vs

Moses Kindestine, des cité et district de Montréal, commerçant, Défendeur.

La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 mai 1910. 2331.2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*.
No 452.

Dame Philomène Francoeur, épouse de Joseph Tessier, fils d'Elzéar, cultivateur, tous deux de la paroisse de Sainte-Thècle, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

GUILLET & LORD,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 16 mai 1910. 2357-2

Cour Supérieure. — Kamouraska.
No 4445.

Dame Marie Marguerite Roy dit Lauzon, épouse de Joseph A. Moreau, marchand, de la paroisse de Saint-Louis du Ha ! Ha ! a, le 23 avril 1910, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

E. H. CIMON,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 10 mai 1910. 2291.3

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure*.
No 1867.

Dame Victoria Proulx, épouse commune en biens de Georges Lavallée, journalier, de la cité de Salaberry de Valleyfield, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation e corps et de biens contre son dit époux.

NUMA E. BROSSOIT,

Avocat de la demanderesse.

Valleyfield, 9 avril 1910. 2293-3

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*.
No. 56.

Dame Mélina Hébert, of the parish of Saint Hugues, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Zacharie Petit dit Beauchemin, farmer, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Zacharie Petit dit Beauchemin, Defendant.

An action for separation as to bed and property has been instituted, this day, in this cause, by the plaintiff against defendant.

LUSSIER GENDRON & GUIMONT,

Attorneys for the plaintiff.

Saint Hyacinth, 22nd April, 1910. 2062

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*.
No. 2268.

Dame Virginie Lamontagne, wife common as to property of Jean-Baptiste Demers, carpenter, of Saint Apollinaire, judiciary authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jean-Baptiste Demers, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, on the 18th March, 1910, by the plaintiff against the defendant in this cause.

ALPHONSE BERNIER,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 26th April, 1910. 2190

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*.
No. 2730.

Dame Gittel Funger, of Montreal, wife common as to property of Moses Kindestine, of the same place, trader, Plaintiff ;

vs

Moses Kindestine, of the city and district of Montreal trader, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property from her said husband.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th May, 1910. 2232

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*.
No. 452.

Dame Philémène Francoeur, wife of Joseph Tessier, son of Elzéar, farmer, both of the parish of Saint Thècle, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GUILLET & LORD,

Attorneys for plaintiff.

Three-Rivers, 16th May, 1910. 2355

Superior Court—Kamouraska.
No. 4445.

Dame Marie Marguerite Roy dit Lauzon, wife of Joseph A. Moreau, merchant, of the parish of Saint Louis du Ha ! Ha ! has, on the 23rd of April, 1910, taken out a suit against her husband for separation as to the property.

E. H. CIMON,

Attorney for Plaintiff.

Fraserville, 10th May, 1910. 2292

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court*.
No. 1867.

Dame Victoria Proulx, wife common as to property of Georges Lavallée, laborer, of the city of Salaberry de Valleyfield, duly authorized à ester en justice, has instituted, this day, an action as to bed and board against her said husband.

NUMA E. BROSSOIT,

Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 9th April, 1910. 2294

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Mélina Bertrand, épouse commune en biens
de Théophile Deguire, de la cité et du district de
Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Théophile Deguire, du même lieu.
Défendeur.
La demanderesse a institué une action en sépa-
ration de biens contre son dit mari.
MARTINEAU & JODOIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 16 mai 1910. 2361-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 909.
Dame Marie Jeanne Morissette, épouse commune
en biens de Thomas Pleau, de la cité et du dis-
trict de Montréal, dûment autorisée à ester en
justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Thomas Pleau, du même lieu,
Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, institué une action
en séparation de biens contre son dit mari.
MARTINEAU & JODOIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 16 mai 1910. 2363-2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 173.
Dame Emélie Gagnon, de la paroisse de Saint Paul
de Chester, épouse de George Lavertu, autrefois
cultivateur, de la paroisse de Saint-Paul de
Chester et temporairement absent aux États-
Unis d'Amérique et dûment autorisée à ester en
justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit George Lavertu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée
en cette cause le 9 mai 1910.
GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 10 mai 1910. 2265-3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de H. Freed, Montréal,
Failli.
Avis est par le présent donné que le dit failli a
fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour
le bénéfice de ses créanciers, au bureau du proto-
taire de Montréal.

A. W. WILKS,
Député gardien provisoire.
Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 19 mai 1910. 2435

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Thomas Waldron, commerçant, de
Verdun.
Avis est par le présent donné que, le 23^e jour de
mai 1910, par ordre de la cour, j'ai été nommé cura-
teur des biens et effets du susdit failli.
Les réclamations doivent être déposées dans mon
bureau sous 30 jours.

A. TURCOTTE,
Curateur.
97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 23 mai 1910. 2455

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Mélina Bertrand, wife common as to pro-
perty of Théophile Deguire, of the city and
district of Montreal, duly authorized to ester en
justice,
Plaintiff ;

vs
The said Théophile Deguire, of the same place,
Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted.
MARTINEAU & JODOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th May, 1910. 2362

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 909.
Dame Marie Jeanne Morissette, wife common as to
property of Thomas Pleau, of the city and dis-
trict of Montreal, duly authorized to ester en
justice,
Plaintiff ;

vs
The said Thomas Pleau, of the same place
Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted.
MARTINEAU & JODOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th May, 1910. 2364

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 173.
Dame Emélie Gagnon, of the parish of Saint Paul de
Chester, wife of George Lavertu, formerly farmer,
of the parish of Saint Paul de Chester, and tem-
porarily absent in the United States of America,
and duly authorized to ester en justice,
plaintiff ;

vs
The said George Lavertu, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 9th May, 1910.
GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for Plaintiff,
Arthabaska, 10th May, 1910. 2266

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of H. Freed, Montreal,
Insolvent.
Notice is hereby given that the said insolvent has,
this day, made, in the prothonotary's office, in
Montreal, a judicial abandonment of his property
for the benefit of his creditors.

A. W. WILKS,
Deputy provisional guardian.
Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 19th May 1910. 2436

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Thomas Waldron, trader, of
Verdun.
Notice is hereby given that, on the 23rd May,
1910, by order of the court, I have been appointed
curator to the estate and effects of the above named.
Claims must be filed at my office within thirty
days.

A. TURCOTTE,
Curator.
97, Saint James, street, Montreal.
Montreal, 23rd May, 1910. 2456

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 68.

Wilfrid Langlois, hôtelier, de la ville d'Acton Vale,
district de Saint-Hyacinthe,

Débiteur-insolvable ;

et

Edouard Hébert,

Créancier, requérant-cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur
fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
protonotaire de la cour supérieure, à Saint-
Hyacinthe.

BEAUPARLANT & MARIN,

Procureurs du gardien provisoire.

Saint-Hyacinthe, 19 mai 1910.

2453

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re The Belmont Manufacturing Co., Ltée, de
Montréal, En liquidation.

Un premier bordereau de dividende a été préparé
et sera payable à notre bureau le ou après le 13
juin 1910.

Toute contestation du dit dividende devra être
déposée entre nos mains avant la date sus-men-
tionnée.

F. R. VINET,

P. H. DUFRESNE,

Liquidateurs conjoints,

99, rue Saint-Jacques.

Montréal, 28 mai 1910.

2449

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re D. Masson & Cie, négociants en gros, de Mont-
réal, Insolubles ;

vs

Perron, Taschereau, Rinfret & Genest, avocats, de
Montréal, Requérants.

Avis est par les présentes donné que les dits débi-
teurs insolubles ont fait, ce jour, un abandon judi-
ciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créan-
ciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-
rieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit
district.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub-gardiens provisoires.

Bureau de Chartrand & Turgeon,

55, Saint-François-Xavier,

Montréal.

Montréal, 21 mai 1910.

2445

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 105.

Dans l'affaire de Thomas Wand, Montréal, Qué,
Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit débi-
teur le seizième jour de mai 1910, a fait un abandon
de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et de
plus avis est donné que le vingt-troisième jour de
mai 1910, les soussignés ont été nommés curateurs
conjoint des biens du susdit failli.

Les réclamations doivent être déposées entre nos
mains sous trente jours de cet avis.

W. H. FISHER,

JOSEPH DESAUTELS,

Curateurs conjoints.

14, Place Philippe, Montréal.

Montréal, 25 mai 1910.

2491

Province de Québec, }
District de d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

No 246

Re Willie Desmarais,

Failli ;

et

Joseph Beauregard, fils, Créancier réclamant.

Avis est donné que, le 23 mai 1910, le soussigné a

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
No. 68.

Wilfrid Langlois, hotel-keeper, of the town of Acton
Vale, district of Saint Hyacinth.

Insolvent debtor ;

and

Edouard Hébert,

Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has,
this day, made a judicial abandonment of his pro-
perty for the benefit of his creditors, at the office
of the prothonotary of the superior court, at Saint
Hyacinth.

BEAUPARLANT & MARIN,

Attorneys for provisional guardian.

Saint Hyacinth, 19th May, 1910.

2454

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re The Belmont Manufacturing Co., Ltd, of
Montreal, In liquidation.

A first dividend sheet has been prepared and
will be payable at our office, on or after 13th June,
1910.

Any contestation of such dividend must be
deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,

P. H. DUFRESNE,

Joint liquidators.

99, Saint James street.

Montreal, 28th May, 1910.

2450

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re D. Masson & Co, wholesale grocers, of
Montreal, Insolvents ;

vs

Perron, Taschereau, Rinfret & Genest, lawyers, of
Montreal, Petitioners.

Notice is hereby given that the said insolvents
have, this day, made a judicial assignment of all
their property for the benefit of their creditors, at
the prothonotary's office of the superior court for
the district of Montreal, at Montreal, said district.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub-provisional guardians.

Office of Chartrand & Turgeon,

55, Saint François Xavier,

Montreal.

Montreal, 21st May, 1910.

2446

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 105.

In the matter of Thomas Wand, Montreal, Qué.,
Insolvent.

Notice is hereby given that the above named
debtor has, on the sixteenth day of May, 1910, made
an abandonment of his property for the benefit of
his creditors, and notice is further given that on the
twenty third day of May, 1910, the undersigned
have been appointed joint curators to the estate of
the above named insolvent.

Claims must be filed in our hands within thirty
days from this notice.

W. H. FISHER,

JOSEPH DESAUTELS,

Joint curators.

11, Phillips Place, Montreal.

Montreal, 25th May, 1910.

2492

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court*

No. 246.

Re Willie Desmarais,

Insolvent ;

and

Joseph Beauregard, junior,

Creditor claimant.

Notice is given that, on the 23rd May, 1910, the

été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, Willie Desmarais, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours de cette avis.

VICTOR GAUTHIER,

Curateur.
2463

Drummondville, 23 mai 1910.

Provinces de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 115.

Dans l'affaire de J. B. Theodore et William Silberhertz (The United Wine & Liquor House), Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que le susdit William Silberhertz, le 11e jour de mai 1910, a fait un abandon judiciaire de ses biens personnels et des biens de la société pour le bénéfice de ses créanciers personnels et de la société.

JOSEPH DESAUTELS,

Subrogé gardien provisoire.

14, Place Phillips, Montréal.

Montréal, 25 mai 1910.

2493

District de Québec.

Re H. E. Grondines, marchand, Saint-Alban, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 26 mai 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 25 mai 1910.

2477

District de Québec.

Dans l'affaire de Bernard & Ruel, marchands, Notre-Dame des Anges, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 23 mai 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 25 mai 1910.

2483

District de Saint-Hyacinthe.

Dans l'affaire de Raymond & Frère, marchands, Saint-Hyacinthe, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 21 mai 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 25 mai 1910.

2481

District de Québec.

Re A. R. Pruneau & Cie, Québec, marchands, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 23 mai 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre

undersigned was appointed by an order of the court, curator to the property of the said insolvent, Willie Desmarais, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

Claims, attested on oath, must be filed with me within 30 days from this notice.

VICTOR GAUTHIER,

Curator.
2464

Drummondville, 23rd May, 1910.

Provinces of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 115.

In the matter of J. B. Theodore and William Silberhertz (The United Wine & Liquor House), Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named, William Silberhertz, has, on the 11th day of May, 1910, made a judicial abandonment of his personal and of the partnership's property for the benefit of his personal and the partnership's creditors.

JOSEPH DESAUTELS,

Subrogate provisional guardian.

14, Phillips Place, Montreal.

Montreal, 25th May, 1910.

2494

District of Quebec.

Re H. E. Grondines, merchant, Saint Alban, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 26th May, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.

Quebec, 25th May, 1910.

2478

District of Québec.

In the matter of Bernard & Ruel, merchants, Notre-Dame des Anges, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 23rd May, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 25th May, 1910.

2484

District of Saint-Hyacinthe.

In the matter of Raymond & Frère, merchants, Saint-Hyacinthe, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 21st May, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 25th May, 1910.

2482

District of Québec.

Re A. R. Pruneau & Co., merchants, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 23rd May, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are

cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 mai 1910.

2473

Vente de Faillite

ACTE DES LIQUIDATIONS.

District de Montréal.

Re D. Rattray & Sons Ltée, Québec et Montréal,
En liquidation.

Avis est par le présent donné que MARDI, le 21 JUIN 1910, sera vendu à mon bureau, 44, rue Dalhousie, Québec à 11 heures a. m. l'immeuble ci-après décrit, appartenant à cette compagnie.

Un terrain situé en le quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, connu et désigné sous le numéro 2092, du cadastre officiel pour le dit quartier; borné en front vers l'ouest par la rue Dalhousie, vers le sud par la rue Saint-Paul, vers l'est par la rue Prince de Galles et vers le nord par la rue Saint-André, contenant une superficie de 14145 pieds, mesure anglaise—avec la bâtisse occupée comme entrepôt public.

V. E. PARADIS,
Liquidateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 mai 1910.

2475

En Liquidations

Avis est par la présente donné que la "The Provincial Live Stock Association" se met en liquidation volontaire, sec. 23, chap. 227-I.

A une assemblée du bureau de direction, tenue le 12 mai 1910, M. John D. Duchêne, demeurant au No 58, rue du Pont, a été nommé liquidateur de la dite société.

JOHN D. DUCHÈNE,
Liquidateur.

2431

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Avis est par le présent donné qu'à l'assemblée des actionnaires de "The New Montreal Construction Company" à laquelle tous les actionnaires étaient présents en personne ou par procuration, la résolution suivante a été passée, à savoir :

Il a été proposé, secondé et résolu unanimement :

Qu'il est à propos et dans l'intérêt des actionnaires que "The New Montreal Construction Company" soit liquidée et dissoute en vertu des dispositions de l'acte des liquidations volontaires des compagnies à fonds social de Québec, et que M^{re} A. G. B. Claxton, C. R. soit nommé liquidateur dans le but de liquider les affaires de la compagnie et distribuer son actif sous les termes et conditions de l'acte.

Je certifie par le présent que la susdite résolution est un vrai extrait des minutes d'une assemblée spéciale générale des actionnaires, dûment convoquée et constituée à propos de "The New Montreal Construction Company", à laquelle tous les action-

requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building
Quebec, 25th May, 1910.

2480

Insolvent Sale

WINDING UP ACT.

District of Montreal.

Re D. Rattray & Sons Ltd, Quebec and Montreal,
In liquidation.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the 21st JUNE, 1910, will be sold at my office, 44, Dalhousie street, Quebec, at 11 o'clock a. m., the immovable property thereafter described, belonging to said company.

A certain piece of land situate in the lower town of the city of Quebec, in the Saint Peter's wharf, known and distinguished under the number 2092, of the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said wharf; bounded as follows, in front towards the west by Dalhousie street, towards the south by Saint Paul street, towards the east by Prince of Wales street and towards the north by Saint Andrew street, and containing a superficies of 14145 feet, english measure - together with the stores or public warehouses thereon erected.

V. E. PARADIS,
Liquidator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co., Bldg.
Quebec, 25th May, 1910.

2476

In Liquidations

Notice is hereby given that "The Provincial Live Stock Association" is going into voluntary liquidation, sec. 23, chap. 227-I.

At a meeting of the board of directors, held on the 12th May, 1910, Mr. John D. Duchêne, residing at No. 58, Bridge street, has been appointed liquidator to the said association.

JOHN D. DUCHÈNE,
Liquidator.

2432

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that at the special meeting of the shareholders of the New Montreal Construction Company, at which every shareholder was present in person or by proxy, the following resolution was passed, to wit :

It was moved, seconded and unanimously resolved :

That it is expedient and in the interest of the shareholders that the New Montreal Construction Company be voluntarily wound up and dissolved under the provisions of the Quebec Voluntary Winding-Up of joint stock companies act, and that M^{re} A. G. B. Claxton, K. C. be appointed liquidator for the purpose of winding-up the affairs of the company and of distributing its assets under the terms and conditions of the act.

I hereby certify that the above is a true extract from the minutes of a duly called and properly constituted special general meeting of the shareholders of the New Montreal Construction Company, at which each of the shareholders of the com-

naires de la compagnie étaient présents en personne ou par procuration, la dite assemblée ayant été tenue le 23 mai 1910.

Contresigné,
A. G. B. CLAXTON,
Liquidateur.

2467

Ordre de Cour

Canada, }
Province de Québec, } *Cour de Circuit—dans*
District de Terrebonne. } *et pour le comté de*
No. 3935. } *Terrebonne.*

Le dix-septième jour de mai 1910.

Présent : l'hon. juge J. E. Robidoux, J. C. S.
Dominion Tobacco Coy, Demanderesse ;

vs

Napoléon Nantel, Fils, Défendeur.

Vu la motion de la demanderesse, icelle est accordée, et en conséquence les créanciers du défendeur sont requis de produire leurs réclamations au bureau du greffier de la cour de circuit, en la ville de Saint-Jérôme, dans les quinze jours de la date de la première insertion de l'avis publié deux fois en anglais et en français dans la "Gazette Officielle de Québec".

J. A. THEBERGE,

Greffier de la dite cour.

PREVOST & MARCHAND,

Procureurs de la demanderesse.

2437

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 399

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 18 mai 1910, dans une cause dans laquelle Dame Rosa Deguire *et vir*, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Ulysse Chopin, ingénieur civil, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, est Demanderesse ; et Antoine Victor Décarie, Bernadette Décarie, épouse de Alphonse Décarie, et ce dernier pour autoriser son épouse, tous de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, district de Montréal ; Dame Marie Décarie, épouse d'Alexandre Prud'homme, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse ; René Chopin, de la ville Saint-Louis, dit district ; et Dame Rose-de-Lima Hurtubise, de la dite paroisse de Notre-Dame de Grâces, veuve de feu Félix Décarie, en son vivant jardinier, du même lieu, en sa qualité de tutrice à Ursule Décarie et Radegonde Décarie, toutes deux filles mineures issues du mariage du dit Félix Décarie avec la dite Dame Rose-de-Lima Hurtubise, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants et désignés comme suit, savoir :

Deux lots de terre connus et désignés comme étant les numéros 255 et 256, de la subdivision du lot originaire 189, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, mil neuf cent dix, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice de la cité de Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute oppo-

pany was present in person or by proxy, said meeting having been held on the 23rd day of May, 1910.

Countersigned,
A. G. B. CLAXTON,
Liquidator.

2468

Order of the Court

Canada, }
Province of Quebec. } *Circuit Court—in and*
District of Terrebonne. } *for the county of*
No. 3935. } *Terrebonne.*

The seventeenth day of May, 1910.

Present : Hon. justice J. E. Robidoux, J. C. S.
Dominion Tobacco Coy., Plaintiff ;

vs

Napoléon Nantel, Fils, Defendant.

Seeing the motion of plaintiff, the same is granted, therefore the creditors of the defendant are called on to file their claims at the office of the clerk of the circuit court, in the town of Saint Jerome, within fifteen days from the date of the first insertion of the notice published twice in english and in french in the "Quebec Official Gazette".

J. A. THEBERGE,

Clerk of the circuit court.

PREVOST & MARCHAND,

Attorneys for plaintiff.

2438

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 399.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 18th May, 1910, in a cause in which Dame Rosa Deguire *et vir*, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Louis Ulysse Chopin, civil engineer, of the same place, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, is Plaintiff ; and Antoine Victor Decarie, Bernadette Decarie, wife of Alphonse Decarie, and the latter to authorize his wife, all of the parish of Notre-Dame de Grâces, district of Montreal ; Dame Marie Decarie, wife of Alexandre Prud'homme, of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife ; René Chopin, of the town Saint Louis, said district ; and Dame Rose-de-Lima Hurtubise, of the said parish of Notre-Dame de Grâces, widow of the late Félix Decarie, in his lifetime gardener, of the same place, in her capacity of tutrix to Ursule Decarie and Radegonde Decarie, both minor daughters issue of the marriage of the said late Félix Decarie with the said Dame Rose-de-Lima Hurtubise, are Defendants, ordering the licitation of the following immoveables and designated as follows, to wit :

Two lots of land known and designated as being numbers 255 and 256, of the subdivision of primitive lot 189, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of JUNE next, nineteen hundred and ten, sitting the court, in the court room of the court house of the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and

sition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire. Un dépôt de \$500.00 sera exigé de l'adjudicataire lors de l'adjudication.

A. S. DEGUIRE,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 23 mai 1910. 2459
[Première publication, 28 mai 1910.]

Canada.
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Québec. }
No 478.

Alfred Fiset, Demandeur ;

vs

Dame M. L. A. Dérôme, Défenderesse, es qualité.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 23 mai 1910, dans une cause dans laquelle Alfred Fiset, charbon, de la cité de Québec, est Demandeur ; et Dame Marie Léda Antonia Dérôme, de la cité de Québec, veuve de feu Hildévert Mercure, en sa qualité de tutrice à son enfant mineur, Jean Baptiste Mercure, est Défenderesse, es-qualité, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Roch de Québec, sur le côté sud de la rue Sainte-Hélène, le dit lot connu comme étant le lot numéro mil deux cent quinze (1215) du cadastre officiel et sur le plan et le livre de renvoi pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, contenant trente-deux pieds de largeur sur trente-deux pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins ; borné au nord-est par le lot numéro mil deux cent seize (1216), du dit quartier Jacques-Cartier, à l'ouest par un nommé Boisseau—avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé dans la dite paroisse de Saint-Roch de Québec, du côté sud du lot ci-dessus décrit, mesurant trente-deux pieds de front sur la ligne qui le sépare du dit lot numéro douze cent quinze (1215) et trente-deux pieds en arrière, et mesurant quarante-six pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; le dit lot borné comme suit : au nord par le dit lot numéro douze cent quinze (1215), au sud par le lot numéro douze cent quarante-trois (1243), du plan cadastral, à l'ouest par le lot numéro douze cent quatorze (1214), du dit cadastre, et à l'est par le reste du lot numéro douze cent seize (1216), du dit cadastre ; le dit lot ci-dessus décrit étant connu comme la partie sud-ouest du lot numéro douze cent seize (1216), du plan cadastral et du livre de renvoi officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère dans un seul et même lot et adjugés au plus offrant et dernier enchérissable, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN 1910, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de

that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing. A deposit of \$500.00 shall be exacted from the purchaser at the time of the adjudication.

A. S. DEGUIRE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 23rd May, 1910. 2460
[First published, 28th May, 1910.]

Canada.
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Quebec. }
No. 478.

Alfred Fiset, Plaintiff ;

vs

Dame M. L. A. Dérôme, Defendant, es-qualité.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 23rd May, 1910, in a case in which Alfred Fiset, wheelwright, of the city of Quebec, is Plaintiff ; and Dame Marie Léda Antonia Dérôme, of the city of Quebec, widow of the late Hildévert Mercure, in her capacity of tutrix to her minor child, Jean Baptiste Mercure, is Defendant, es-qualité, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Saint Roch de Quebec, on the south side of Sainte Hélène street, the said lot being known as number twelve hundred and fifteen (1215) of the official cadastre and on the plan and book of reference for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, containing thirty two feet in width by thirty two feet in depth, french measure, more or less ; bounded on the north east by lot number twelve hundred and sixteen (1216), of the said Jacques Cartier ward, on the west by a man named Boisseau—with the building thereon erected, circumstances and dependencies ;

2. A lot of land situate in the said parish of Saint Roch de Québec, on the south side of the lot above described, measuring thirty two feet in front on the line which divides it from the said lot number twelve hundred and fifteen (1215) and thirty two feet in the rear, and measuring forty six feet in depth, all more or less ; the said lot being bounded as follows : on the north by the said lot number twelve hundred and fifteen (1215), on the south by lot number twelve hundred and forty three (1243), of the cadastral plan, on the west by lot number twelve hundred and fourteen (1214), of the said cadastre, and on the east by the remainder of lot number twelve hundred and sixteen (1216), of the said cadastre ; the aforesaid described lot being known as the south west part of lot number twelve hundred and sixteen (1216), of the cadastral plan and of the official book of reference for Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec ;

The above described immovables will be put up at auction in one parcel and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1910, sitting the court, in the court room of the court house of Quebec ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the protonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions

déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. A. ROCHETTE,
Procureur du demandeur.

Québec, 25 mai 1910. 2465
[Première publication, 28 mai 1910.]

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Fraserville, dans le district de Kamouraska, en date du 12 mai 1910, dans une cause où Dame Angèle Miville dit Deschênes, épouse de George Pelletier, de Sainte-Anne de la Pocatière, est Demanderesse, et sieurs Augustin Richard *et al*, Défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles portant les numéros (421 422, 449 et 837) quatre cent vingt-un, quatre cent vingt-deux, quatre cent quarante-neuf et huit cent trente-sept, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, district de Kamouraska.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-UNIÈME jour de JUIN 1910, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Fraserville; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PATRY & LABRÈQUE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 18 mai 1910. 2423.2
[Première publication, 21 mai 1910.]

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le dix mai 1910, dans une cause portant le No 3071 des dossiers de la dite cour, dans laquelle Eugène Bélanger, cordonnier, des cité et district de Montréal, est Demandeur; et Déla Bélanger, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal; Clérinda Bélanger, du même lieu, épouse contractuellement séparée de biens de Raphaël Héru, menuisier, du même lieu, et le dit Raphaël Héru pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Marie Rose Cloriza *alias* Blanche Bélanger, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Maximin Héru, menuisier, du même lieu, et le dit Maximin Héru en qualité de curateur à son épouse pour l'assister aux fins des présentes, sont Défendeurs, et J. A. Emile Gauvin, pharmacien, des cité et district de Montréal, est mis-en-cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement composé de tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro six cent quarante-neuf (649), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte Marie, en la cité de Montréal, et d'une lisière de terrain joignant ce lot, de trente-deux pieds de superficie, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro six cent cinquante et un (651), des dits plan et livre de renvoi officiels—avec maisons portant les numéros civiques 881, 883, 885 et 887, de la rue Sainte Catherine-Est, et 224 à 232, de la rue Champlain, et autres bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le QUINZIÈME jour de JUIN pro-

within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

J. A. ROCHETTE,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 25th May, 1910. 2466
[First published, 28th May, 1910.]

LICITATION.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Fraserville, in the district of Kamouraska, dated the 12th May, 1910, in a cause in which Dame Angèle Miville dit Deschênes, wife of George Pelletier, of Sainte Anne de la Pocatière, is Plaintiff; and Sieurs Augustin Richard *et al*, Defendants, ordering the licitation of the immovables bearing the Nos. (421, 422, 449 and 837) four hundred and twenty one, four hundred and twenty two, four hundred and forty nine and eight hundred and thirty seven, of the official cadastre of the parish of Sainte Anne de la Pocatière, district of Kamouraska.

The said immovables will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-FIRST day of JUNE, 1910, sitting the court, in the court room of the court house of Fraserville; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

PATRY & LABRÈQUE,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 18th May, 1910. 2424
[First published, 21st May, 1910.]

LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the tenth of May, 1910, in a suit bearing the number 3071 of the records of the said court, in which Eugene Bélanger, shoemaker, of the city and district of Montreal, is Plaintiff; and Déla Bélanger, spinster, of the city and district of Montreal; Clérinda Bélanger, of the same place, wife separate as to property of Raphaël Héru, carpenter, of the same place, and the said Raphaël Héru for the purpose of authorizing his said wife; Marie Rose Cloriza *alias* Blanche Bélanger, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Maximin Héru, carpenter, of the same place, and the said Maximin Héru in his quality of curator to his said wife for the purpose of authorizing his said wife, are Defendants, and J. A. Emile Gauvin, druggist, of the same place, is *mis en-cause*, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit:

An emplacement composed of the whole lot known and designated under the number 649, upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal, and of the strip of land adjoining this lot of thirty-two feet superficies, forming part of the lot known and designated under the number 651, of the said official plan and book of reference—with the houses bearing the civic numbers 881, 883, 885 and 887, of Saint Catherine street East, and 224 to 232 of Champlain street, and other buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up auction and adjudged to the last and highest bidder, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH of day of

chain 1910, à DIX heures ET DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience (chambre 31), au palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

G. A. MARSAN,
Procureur du demandeur.

Montréal, 10 mai 1910. 2255-2
[Première publication, 14 mai 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: **ISRAEL DUFRESNE**, Demandeur; contre **PHILEAS CHAMPAGNE**, Défendeur.

Les droits et prétentions du défendeur sur le lot numéro vingt-cinq A (25 A), du cadastre officiel pour le rang A, du canton de Marlow—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, 1910, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 18 mai 1910. 2433
[Première publication, 28 mai 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: **ISRAEL DUFRESNE**, Demandeur; contre **PHILEAS CHAMPAGNE**, Défendeur.

Le lot numéro vingt-deux B (22 B), du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Marlow—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, 1910, à MIDI ET QUART.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 18 mai 1910. 2451
[Première publication, 28 mai 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: **CELESTIN BOUFFARD**, Demandeur; vs **ODIAS LACHANCE**, Défendeur.

Une terre située en le troisième rang de la paroisse de Saint-Edouard de Frampton, contenant environ 163 acres de terre en superficie, et connue sous les numéros deux cent quatre-vingt-sept et deux cent quatre-vingt-huit (287 et 288), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edouard de Frampton—avec bâtiments dessus construites et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Frampton, le SEPTIEME jour de JUIN prochain 1910, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 2 mai 1910. 2143-2
[Première publication, 7 mai 1910.]

JUNE next 1910, at HAFT PAST TEN of clock in the morning, sitting the court, in the court house (room 31), at Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

G. A. MARSAN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th May, 1910. 2256
[First published, 14th May, 1910.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: **ISRAEL DUFRESNE**, Plaintiff; against **PHILEAS CHAMPAGNE**, Defendant.

The rights and pretensions of the defendant on lot number twenty five A (25 A), of the official cadastre for range A, of the township of Marlow—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Theophile, on the THIRTIETH day of JUNE next, 1910, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 18th May, 1910. 2434
[First published, 28th May, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: **ISRAEL DUFRESNE**, Plaintiff; against **PHILEAS CHAMPAGNE**, Defendant.

Lot number twenty two B (22 B), of the official cadastre for the first range of the township of Marlow—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Theophile, on the THIRTIETH day of JUNE next, 1910, at a QUARTER PAST NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 18th May, 1910. 2452
[First published, 28th May, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: **CELESTIN BOUFFARD**, Plaintiff; vs **ODIAS LACHANCE**, Defendant.

A farm situate in the third range of the parish of Saint Edouard de Frampton, containing about 163 acres of land in superficies, and known under numbers two hundred and eighty seven and two hundred and eighty eight (287 and 288), of the official cadastre for the parish of Saint Edouard de Frampton—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edouard de Frampton, on the SEVENTH day of JUNE next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 2nd May, 1910. 2144
[First published, 7th May, 1910.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Shefford.

Province de Québec, } **JOSEPH MIZAE L**
District de Bedford, } **BOURGEOIS**, notaire
No 8277. } public, de la ville de Water-
loo, dans les comté et district de Bedford, Deman-
deur; contre les terres et tènements de **PAUL**
DESMARAIS, fils, du canton de Roxton, dans le
district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du deuxième rang, arpentage primitif, du canton de Roxton, comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Roxton, sous les numéros soixante et dix-neuf (79) et quatre-vingts (80); borné au sud par un chemin, et contenant cent quarante trois (143) acres, plus au moins—avec les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église-paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Shefford, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 2 mai 1910. 2203-2
[Première publication, 7 mai 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } **GEORGE P. E. FORTIN**,
District de Bedford, } **G** de la paroisse de Saint-
No 3278. } Sébastien, dans le district
d'Iberville, cultivateur, Demandeur; vs **ALBERT**
CORDEAU, des cité et district de Montréal, Défen-
deur, et **Isaïe Landry**, de Stanbridge Station, dis-
trict de Bedford, curateur.

Ce morceau de terre situé dans la municipalité de Stanbridge Station, comté de Missisquoi et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, comme lot numéro quatre cent vingt-deux (422); borné au sud par la rue Principale, ayant soixante et quinze pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées, droits et appartenances, y compris toutes les machines et outils sur la dite propriété et dans les bâtisses érigées sur la dite propriété.

Pour être vendu à la porte de la bâtisse maintenant employée pour le culte divin par la Congrégation de la paroisse de Saint-Damien, dans la ville de Bedford, dans le district de Bedford, le ONZIÈME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 3 mai 1910. 2201-2
[Première publication, 7 mai 1910.]

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **FRANCOIS DONAIS**, de
District de Bedford, } la paroisse de Sainte-
No 7766. } Victoire, dans le district
de Richelieu, cultivateur, Demandeur; contre les
meubles et immeubles d'**ELZEAR LAUDRE-
VILLE**, journalier, de North Bridge, dans l'état de
Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Dé-
fendeur.

1° Ce morceau de terre de forme irrégulière, situé sur la rue de la Tannerie, et connu comme lot numéro cent trente (130), des plan et livre de renvoi officiels du village de Roxton Falls, comté de

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Shefford.

Province of Quebec, } **JOSEPH MIZAE L**
District of Bedford, } **BOURGEOIS**, no-
No 8277. } tary public, of the town
of Waterloo, in the county of Shefford and district
of Bedford, Plaintiff; against the lands and tene-
ments of **PAUL DESMARAIS**, fils, of the town-
ship of Roxton, in the district of Bedford, Defend-
ant.

That certain piece of land forming part of the second range of the primitive survey of the township of Roxton, county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Roxton, as numbers seventy nine (79) and eighty (80); bounded south by a road, and containing one hundred and forty three (143) acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Shefford, in the county of Shefford and district of Bedford, on the EIGHT-EENTH day of JUNE next, at the hour of TWO of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 2nd May, 1910. 2204
[First published, 7th May, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } **GEORGE P. E. FORTIN**,
District of Bedford, } **G** of the parish of Saint
No. 3278. } Sébastien, in the district
of Iberville, farmer, Plaintiff; vs **ALBERT COR-
DEAU**, of the city and district of Montreal,
Defendant, and **Isaïe Landry**, of Stanbridge Station,
district of Bedford, curator.

That certain piece of land situated in the municipality of Stanbridge Station, county of Missisquoi and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the township of Stanbridge, as lot number four hundred and twenty two (422); bounded south by Main street, being seventy five feet in front by one hundred and fifty feet in depth—together with all the buildings thereon erected, rights and appurtenance, including all the machinery and tools on the said property and in the buildings erected on the said property.

To be sold at the door of the building now used for Divine worship by the Congregation of the parish of Saint Damien, in the town of Bedford, in the district of Bedford, on the ELEVENTH day of JUNE next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHS. S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 3rd May, 1910. 2202
[First published, 7th May, 1910.]

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **FRANCOIS DONAIS**, of
District of Bedford, } the parish of Sainte Vic-
No. 7766. } toire, in the district of Richelieu,
farmer, Plaintiff; against the goods and lands of
ELZEAR LAUDREVILLE, laborer, of North
Bridge, in the state of Massachusetts, one of the
united states of America, Defendant.

1. That piece of land of irregular figure situated on "Rue de la Tannerie", and known as lot number one hundred and thirty (130), of the official plan and book of reference of the village of Roxton

Shefford et district de Bedford, et contenant 291940 pieds, mesure anglaise.

2° Ce morceau de terre de forme irrégulière, connu comme lot numéro cent trente et un (131), des plan et livre de renvoi officiels du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford et district de Bedford, situé sur la rue Milton, et contenant 410200 pieds, mesure anglaise.

3° Ce morceau de terre maintenant connu comme lot numéro trois cent quarante et un (341), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Roxton, comté de Shefford et district de Bedford, situé dans le 7e rang, arpentage primitif du dit canton, et contenant environ cinquante (50) acres (moins 2 40/100 acres occupés par chemin de fer).

4° Ce morceau de terre maintenant connu comme lot numéro trois cent quarante-deux (342), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Roxton, comté de Shefford et district de Bedford, situé dans le septième rang du dit canton, arpentage primitif, contenant environ cinquante et un (51) acres, (moins deux acres occupés par la compagnie de chemin de fer Sud Est). Par ordre de la cour les morceaux de terre en troisième et quatrième lieu décrits pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, à Roxton Falls, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 3 mai 1910. 2199-2
[Première publication, 7 mai 1910.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

Chicoutimi, à savoir, } **LA CIE J. H. JACQUES**
No 2362. } **& FILS, Limités,** de
Québec, vs **WILBROD TREMBLAY**, de Hébertville Station.

Un terrain sis et situé au village d'Hébertville Station, de quarante-cinq pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur; borné au sud à Achille Tremblay, au nord à Laurent Hudon, à l'ouest à la rue Alma, et à l'est à Achille Tremblay, et étant une parcelle du lot numéro six A, du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton LaBarre—avec bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de Hébertville Station, le SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 29 avril 1910. 2163-2
[Première publication, 7 mai 1910.]

MANDAT DU CURATEUR.

Province de Québec, } **IN RE J. E. GOBEL,**
District of Chicoutimi, } failli, et **LEFAIVRE &**
No 2529. } **LEFAIVRE, curateurs.**

Un emplacement situé au nord du chemin public mesurant 100 pieds de front sur la profondeur jusqu'à la rivière Técoupé, joignant vers le nord à Simon Martel et vers le sud à Abraham Tremblay, faisant partie du lot No 21, 4e rang du cadastre officiel pour le canton Parent—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse

Falls, county of Shefford and district of Bedford, and containing 291940 feet, english measure.

2. That certain piece of land of irregular figure, known as lot number one hundred and thirty one (131), of the official plan and book of reference of the village of Roxton Falls, in the county of Shefford and district of Bedford, situated on Milton street, and containing 410200 feet, english measure.

3. That certain piece of land now known as lot number three hundred and forty one (341), of the official plan and book of reference of the township of Roxton, county of Shefford and district of Bedford, situated on the 7th range, primitive survey of said township, and containing about fifty (50) acres (less 2 40/100 acres occupied by the railway).

4. That piece of land now known as lot number three hundred and forty two (342), of the official plan and book of reference of the township of Roxton, county of Shefford and district of Bedford, situated on the seventh range of the said township, primitive survey, containing about fifty one (51) acres (less two acres occupied by the South Eastern Railway Company). By order of the court the thirdly and fourthly above described pieces of land to be sold "en bloc".

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Roxton, at Roxton Falls, in the county of Shefford and district of Bedford, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 3rd May, 1910. 2200
[First published, 7th May, 1910.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—Quebec.

Chicoutimi to wit: } **LA CIE J. H. JACQUES**
No. 2362. } **& FILS, Limitée,** of
Quebec; vs **WILBROD TREMBLAY**, of Hébertville Station.

A lot being and situate in the village of Hébertville Station, of forty-five feet in front by seventy-five feet in depth; bounded on the south by Achille Tremblay, on the north by Laurent Hudon, on the west by Alma street, and on the east by Achille Tremblay, being a parcel of lot number six A, of the official cadastre for the second western range of the township LaBarre—with buildings.

To be sold at the church door of Hébertville Station, on the SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff Office, Sheriff.
Chicoutimi, 29th April, 1910. 2164
[First published, 7th May 1910.]

CURATOR'S WARRANT.

Province of Québec, } **IN RE J. E. GOBEL,**
District of Chicoutimi, } insolvent, and **LEFAIVRE &**
No. 2529. } **LEFAIVRE, curators.**

An emplacement situate on the north of the public road, measuring 100 feet in front by the depth to the river Técoupé, adjoining on the north Simon Martel, and on the south Abraham Tremblay, forming part of lot No 21, 4th range of the official cadastre for the township Parent—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of

de Saint-Méthode, le DIXIEME jour de JUIN à DIX heures de l'avant midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 2 mai 1910.

[Première publication 7 mai 1910.]

Shérif.
2165-2

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux ci-dessous mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Gaspé.

Percé, à savoir : **CLOVIS ROY**, de la paroisse No 662, de Saint-Norbert du Cap Chat, en le comté de Gaspé, entrepreneur menuisier, Demandeur et défendeur incident ; contre **DELPHIS ROY**, de la paroisse audite, agent des terres de la Couronne et cultivateur, Défendeur et demandeur incident, et Dame Aline Bélanger, veuve de Clovis Roy, intervenante.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, moins toutefois, et à distraire de la dite terre : un terrain situé sur la côte ; borné au nord par cette côte, au sud par le chemin public, à l'est par l'intersection de la côte et le chemin Royal, et à l'ouest à un demi arpent de la maison que feu Téléphore Roy s'était réservé par un acte de donation à son frère, François Louis Roy, ci-devant annoncée comme devant avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Norbert du Cap Chat, le douzième jour du mois de mars 1909, à onze heures de l'avant-midi, aura lieu à la même porte d'église, **MARDI**, le **TRENTE-UNIEME** jour de **MAI** 1910, à **DEUX** heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du shérif,
Percé, 27 avril 1910.

[Première publication, 7 mai 1910.]

Shérif.
2157-2

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **WALTER I. JOSEPH**, No 3368, de la cité et district de

Montréal, gérant, Demandeur ; contre les terres et tenements de **RAOUL GUILBAULT**, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, comme étant le numéro quarante (No 40), de la subdivision officielle du numéro dix-huit (18-40) ; borné en front vers le sud-ouest par la rue Arcade (18-29), en profondeur vers le nord-est par une ruelle (18-41), et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot numéro (18-39), contenant vingt-six pieds de largeur sur soixante et dix-neuf pieds et huit pouces de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-cinq pieds dans l'autre, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un autre lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi du dit quartier Saint-Laurent, comme étant le numéro officiel quarante et un (No 41), de la subdivision officielle

Saint Methode, on the TENTH day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,
Chicoutimi, 2nd May, 1910.

[First published, 7th May, 1910.]

Sheriff.
2266

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Gaspé.

Percé, to wit : **CLOVIS ROY**, of the parish of No. 662, Saint Norbert du Cap Chat, in the county of Gaspé, master joiner, Plaintiff and incidental defendant ; against **DELPHIS ROY**, of the aforesaid parish, Crown lands agent and farmer, Defendant and incidental plaintiff, and Dame Aline Bélanger, widow of Clovis Roy, intervening.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in this case, less however, and to be withdrawn from the said lot : a piece of land situate on the hill ; bounded on the north by the said hill, on the south by the public highway, on the east at the intersection of the hill and the King's highway, and on the west at a half arpent from the house reserved by the late Téléphore Roy in deed of gift to his brother, François Louis Roy, formerly announced to take place at the church door of the parish of Saint Norbert du Cap Chat, the twelfth day of the month of March, 1909, at eleven o'clock in the forenoon, will take place at the same church door, on **TUESDAY**, the **THIRTY FIRST** day of **MAY**, 1910, at the hour of **TWO** o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office,
Percé, 27th April, 1910.

[First published, 7th May, 1910.]

Sheriff.
2158

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : **WALTER I. JOSEPH**, of No. 3368, the city and district of

Montreal, manager, Plaintiff ; against the lands and tenements of **RAOUL GUILBAULT**, of the same place, Defendant.

1. A lot of land lying and situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, as being number forty (No 40), of the official subdivision of number eighteen (18-40) ; bounded in front towards the south west by Arcade street (18-29), in depth towards the north east by a lane (18-41), and on the other side towards the north west by lot number (18-39), containing twenty six feet in width by seventy nine feet and eight inches in depth in one line, and eighty five feet in the other, english measure, without warranted of precise measurement—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land lying and situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and designated on the plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, as being official number forty one (No 41), of the official subdivision of

du numéro dix-huit (18-41), comme étant une ruelle; borné à une extrémité vers le sud-ouest par la rue Arcade (18-29), à l'autre vers le nord-est par une ruelle (18-46), d'un côté au sud-est par les numéros 18-42 à 18-45, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot numéro 18-40, contenant seize pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, formant douze cent quatre-vingts pieds en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec toutes les servitudes et les droits des appartenants.

3° Un autre lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, comme étant le numéro officiel quarante-deux (42), de la subdivision officielle du numéro dix-huit (18-42); borné en front vers le sud-est par la rue Guilbault, en profondeur vers le nord-ouest par une ruelle (18-41), d'un côté au sud-ouest par la rue Arcade (18-29), et de l'autre au nord-est par le numéro (18-43), contenant vingt trois pieds de largeur sur quatre-vingt-deux pieds de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-un pieds et neuf poudes dans l'autre, mesure anglaise, formant mille huit cent quatre-vingts pieds en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus érigées.

4° Un autre lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, comme étant le numéro officiel quarante-trois (43), de la subdivision officielle du numéro dix-huit (18-43); borné en front sur le sud-est par la rue Guilbault, en profondeur vers le nord-ouest par une ruelle (18-41), d'un côté au sud-ouest par le numéro (18-42), de l'autre côté au nord-ouest par le numéro (18-44), contenant vingt-deux pieds et trois poudes de largeur sur quatre-vingts pieds et neuf poudes de profondeur dans une ligne et quatre-vingts pieds et six poudes dans l'autre, mesure anglaise, formant mille huit cent seize pieds en superficie, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus érigées.

5° Un autre lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, comme étant le numéro officiel quarante-quatre (44), de la subdivision officielle du numéro dix-huit (18-44); borné en front vers le sud-est par la rue Guilbault, en profondeur vers le nord-ouest par une ruelle (18-49), d'un côté au sud-ouest par le lot (18-43), et de l'autre côté au nord-est par le lot (18-45), contenant vingt-deux pieds et trois poudes de largeur, sur quatre-vingt-un pieds et six poudes de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-un pieds et trois poudes dans l'autre, mesure anglaise, formant mille huit cent dix pieds en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus érigées.

6° Un autre lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, comme étant le numéro officiel quarante-cinq (45), de la subdivision officielle du numéro dix-huit (18-45); borné en front vers le sud-est par la rue Guilbault, en profondeur vers le nord-ouest par une ruelle (18-41 et 18-46), d'un côté au sud-ouest par le numéro (18-44), et de l'autre côté au nord-est par les numéros (18-58 et 18-61), contenant vingt-trois pieds de largeur sur quatre-vingt-un pieds et six poudes de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-un pieds dans l'autre, mesure anglaise, formant mille huit cent soixante et six pieds en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 25 mai 1910.

[Première publication, 28 mai 1910.]

number eighteen (18-41), as being a lane; bounded on one end towards the south west by Arcade street (18-29), on the other towards the north east by a lane (18-46), on one side to the south east by the numbers 18-42 to 18-45, and on the other side to the north west by lot number 18-40, containing sixteen feet in width by eighty feet in depth, english measure, forming twelve hundred and eighty feet in superficies, more or less, without warranty of exact measurement—with all the servitudes and the rights of the owners.

3. Another lot of land lying and situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, as being official number forty two (42), of the official subdivision of number eighteen (18-42); bounded in front towards the south east by Guilbault street, in depth towards the north west by a lane (18-41), on one side to the south west by Arcade street (18-29), and on the other to the north east by number (18-43), containing twenty three feet in width by eighty two feet in depth in one line, and eighty one feet and nine inches in the other, english measure, forming eighteen hundred and eighty feet in superficies, more or less, without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected.

4. Another lot of land lying and situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, as being official number forty three (43), of the official subdivision of number eighteen (18-43); bounded in front on the south east by Guilbault street, in depth towards the north west by a lane (18-41), on one side to the south west by number (18-42), on the other side to the north west by number (18-44), containing twenty two feet and three inches in width by eighty feet and nine inches in depth in one line, and eighty feet and six inches in the other, english measure, forming eighteen hundred and sixteen feet in superficies, without warranty as to exact measurement—with the buildings thereon erected.

5. Another lot of land lying and situate in Saint Lawrence ward of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, as being official number forty four (44), of the official subdivision of number eighteen (18-44); bounded in front, towards the south east by Guilbault street, in depth, towards the north west by a lane (18-49), on one side, to the south west by lot (18-43), and on the other side to the north east by lot (18-45), containing twenty two feet and three inches in width by eighty one feet and six inches in depth in one line, and eighty one feet and three inches in the other, english measure, forming eighteen hundred and ten feet in superficies, more or less, without warranty as to exact measurement—with the buildings thereon erected.

6. Another lot of land lying and situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, as being official number forty five (45), of the official subdivision of number eighteen (18-45); bounded in front towards the south east by Guilbault street, in depth towards the north west by a lane (18-41 and 18-46), on one side to the south west by number (18-44), and on the other side to the north east by numbers (18-58 and 18-61), containing twenty three feet in width by eighty one feet and six inches in depth in one line, and eighty one feet in the other, english measure, forming eighteen hundred and sixty six feet in superficies, more or less, without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office,
Montréal, 25th May, 1910.

[First published, 28th May, 1910.]

Sheriff,
2486

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **O** VILA BERIAULT, com-
No 2841. } merçant, de la paroisse
de Saint-Clet, district de Montréal, Demandeur ;
contre les terres et tenements de HENRI LA-
LONDE, boulanger, de Sainte-Marthe, district de
Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de
Sainte-Marthe, district de Montréal, le dit lot étant
connu sous le numéro officiel deux cent soixante-
seize (276), des plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, le
dit lot étant borné vers le nord-est par un chemin
public, au sud-ouest par le lot numéro deux cent
quatre-vingt-deux (282), des dits plan et livre de
renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe,
au nord-ouest par le lot numéro deux cent soixante-
quinze (275), de la dite paroisse, au sud-est par le
lot numéro deux cent soixante-dix-sept (277), de la
dite paroisse, mesurant en front trois perches et un
pied sur six perches en profondeur, contenant en
superficie dix-huit perches et cent huit pieds.

Avis est par le présent donné que la vente de
l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu
lieu le septième jour d'avril dernier, aura lieu de
nouveau à la porte de l'église paroissiale de la pa-
roisse de Sainte-Marthe, le TRENTIEME jour de
JUN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, à
la folle enchère de De Lery Macdonald, le ci-devant
adjudicataire ; à la charge par ce dernier de payer
tous dommages résultant de son défaut et de par-
faire sous toutes peines que de droit, même la con-
trainte, la prise d'adjudication sur la dite folle-en-
chère, dans le cas d'insuffisance d'icelui pour cou-
vrir le montant de l'enchère du dit De Lery Mac-
donald.

Un dépôt de \$300.00 sera fait lors de la vente
par l'adjudicataire et plus haut enchérisseur avant
l'adjudication finale.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 mai 1910. 2487
[Première publication, 28 mai 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **M**AITRES BASTIEN,
No 1011. } BERGERON, COU-
SINEAU & JASMIN, de Montréal, avocats dis-
trayant dans une certaine cause où HILAIRE
LATOUR était Demandeur ; et HORMISDAS
STOCKER, père, HORMISDAS STOCKER, fils,
OVILA STOCKER et ALFRED STOCKER, tous
quatre de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île
Perrot, district de Montréal, étaient Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit demandeur, H.
Latour, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain étant la partie du lot numéro deux
cent cinq (partie du No 205), aux plan et livre de
renvoi officiels du comté de Vaudreuil, situé dans
la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'Île
Perrot ; borné au nord par un chemin public, au
sud par le lot numéro cent quatre-vingt-treize, et
compris entre les lots deux cent quatre et deux
cent six, de la dite paroisse de Sainte-Jeanne de
Chantal de l'Île Perrot—sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'Île
Perrot, le TRENTIEME jour de JUN prochain,
à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 mai 1910. 2515
[Première publication, 28 mai 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **O** VILA BERIAULT, trader,
No. 2841. } of the parish of Saint Clet,
district of Montreal, Plaintiff ; against the lands
and tenements of HENRI LALONDE, baker, of
Sainte Marthe, district of Montreal, Defendant.

A lot of land being and situate in the parish
of Sainte Marthe, district of Montreal, the said lot
being known as official number two hundred and
seventy six (276), on the official plan and book of
reference of the parish of Sainte Marthe, county of
Vaudreuil, the said lot being bounded on the north
east by a public road, on the south west by lot
number two hundred and eighty two (282), of the
said official plan and book of reference of the said
parish of Sainte Marthe, on the north west by lot
number two hundred and seventy five (275), of the
said parish, on the south east by lot number two
hundred and seventy seven (277), of the said parish,
measuring in front three perches and one foot by
six perches in depth, containing eighteen perches
and one hundred and eight feet in superficies.

Notice is hereby given that the sale of the im-
moveable seized in this cause, which took place on
the seventh day of April last, shall again take place
at the parochial church door of the parish of Sainte
Marthe, on the THIRTIETH day of JUNE next,
at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the resale
for false bidding of De Lery Macdonald, the former
purchaser ; subject to the charge of the latter
paying all damages resulting from his default, and
of making up, under all lawful penalties, even im-
prisonment, the purchase price on the said resale,
in case of its insufficiency to cover the amount of
the auction sale of the said De Lery Macdonald.

A deposit of \$300.00 shall be made at the time of
the sale by the purchaser and highest bidder
before final adjudication.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 25th May, 1910. 2488
[First published, 28th May, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M**AITRES BASTIEN,
No. 1011. } BERGERON, COUSI-
NEAU AND JASMIN, of Montreal, advocates, dis-
tracting in a certain cause in which HILAIRE
LATOUR, was Plaintiff ; and HORMISDAS
STOCKER, senior, HORMISDAS STOCKER,
junior, OVILA STOCKER and ALFRED
STOCKER, all four of the parish of Sainte Jeanne
de l'Île Perrot, district of Montreal, were De-
fendants.

Seized as belonging to the said plaintiff, H.
Latour, the following immoveable, to wit :

A piece of ground being the part of lot number
two hundred and five (part of No. 205), on the offi-
cial plan and book of reference of the county of
Vaudreuil, situate in the parish of Sainte Jeanne
de Chantal de l'Île Perrot ; bounded on the north
by a public road, on the south by lot number one
hundred and ninety three, and comprised between
lots two hundred and four and two hundred and six,
of the said parish of Sainte Jeanne de Chantal de
l'Île Perrot—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Sainte Jeanne de Chantal de l'Île Perrot,
on the THIRTIETH day of JUNE next, at ELE-
VEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 25th May, 1910. 2516
[First published, 28th May, 1910.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : **THE MARTIN SENOUR** No 7576. **CO., LIMITED**, de Montréal, Demanderesse ; contre **J. B. A. DORÉ**, de Buckingham, dans le district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Un lot de village sis et situé dans la ville de Buckingham, dans le district d'Ottawa, connu et désigné comme formant partie du lot numéro cent trente-neuf (139), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Buckingham, ci-devant village de Buckingham, la dite partie de lot contenant 57 pieds de largeur sur la rue Denis sur 167 pieds de profondeur, plus ou moins ; borné en front par la dite rue Denis, en arrière par le lot No 138, à l'est par le lot No 140 ou Thomas Burns, et à l'ouest par le résidu du dit lot No 139—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze, à Buckingham, le **VINGT-HUITIEME** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,
Hull, 23 mai 1910.

Shérif.
2457

[Première publication, 28 mai 1910.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : **THE MARTIN SENOUR Co.** No. 7576. **LIMITED**, of Montreal, Plaintiff ; against **J. B. A. DORÉ**, of Buckingham, in the district of Ottawa, Defendant, to wit :

A village lot situate, lying and being in the town of Buckingham, in the district of Ottawa, known and distinguished as forming part of lot number one hundred and thirty nine (139), of the official plan and book of reference for the said town of Buckingham, heretofore village of Buckingham, containing said part of lot 57 feet in width on Denis street by 167 feet in depth, be the same more or less ; bounded on the front by the said Denis street, in rear by lot No. 138, on the east by lot No. 140 or Thomas Burns, and on the west by the residue of said lot No. 139—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire de Nazianze, at Buckingham, on the **TWENTY-EIGHTH** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,
Hull, 23rd May, 1910.

Sheriff.
2458

[First published, 28th May, 1910.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : **DE LAIDE J.** No 704. **BURNS**, fille majeure et usant de ses droits, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse ; contre **LES HERITIERS** et représentants de femme **Dame Mary Jane McDonald**, en son vivant de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, veuve de feu **Lewis Pomroy**, en son vivant du canton de Stanstead, dit district, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs :

1° Un morceau de terre situé dans la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, formant partie du lot numéro seize cent quinze (1615), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook ; borné au nord en front par la rue Compton, à l'est par le lot numéro seize cent cinquante-six (1656), sur les dits plan et livre de renvoi, appartenant à **Alexandre Gavvin**, et au sud et à l'ouest par les autres parties du dit lot No 1615, appartenant à **Penman's Limited**—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

2. Un morceau de terre situé dans le canton de Barnston, dans le dit comté de Stanstead, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Barnston, comme lot numéro quatre U (4 U), dans le cinquième rang du dit canton, contenant un acre et soixante-quatre centièmes d'un acre—avec les bâtisses sus-érigées.

3. Un autre morceau de terre situé dans le dit

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint-François, to wit : **DE LAIDE J. BURNS**, No. 704. **A spinster, fille majeure et usant de ses droits**, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; against **THE HEIRS** and representatives of the late **Dame Mary Jane McDonald**, in her lifetime of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, widow of the late **Lewis Pomroy**, in his lifetime of the township of Stanstead, said district, Defendants.

Seized as belonging to the said Defendants :

1. A piece of land situated in the town of Coaticook, in the county of Stanstead, forming part of the lot number sixteen hundred and fifteen (1615), on the official cadastral plan and in the book of reference of the said town of Coaticook ; bounded on the north in front by Compton street, on the east by the lot number sixteen hundred and fifty six (1656), on said plan and book of reference, owned by **Alexandre Gavvin**, and on the south and west by other portions of said lot No. 1615, owned by **Penman's Limited**—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. A piece of land situate in the township of Barnston, in the said county of Stanstead, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Barnston, as the lot number four U (4 U), in the fifth range of the said township, containing one acre and sixty four hundredths of an acre—with the buildings thereon erected.

3. Another piece of land situate in the said

canton de Barnston, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton, comme lot numéro quatre V (4 V), dans le dit cinquième rang, contenant vingt-sept acres et cinquante-cinq centièmes d'un acre—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendus, la propriété immobilière ci-dessus en premier lieu décrite, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond, communément appelé Saint-Edmond de Coaticook, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et les immeubles ci-dessus en deuxième et troisième lieu décrits, pour être vendus le MEME JOUR, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid de Barnston, à DEUX heures de après-midi.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 23 mai 1910.

[Première publication, 28 mai 1910.]

R. A. BIRON,

Deputy Shérif.
2461

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint François, à savoir : **THE BANK OF MONTREAL**, No. 640.

corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre S. WATTS et C. W. PATERSON, tous deux du comté de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant au dit C. W. Peterson, un des défendeurs en cette cause, à savoir :

Cette étendue ou morceau de terre sis et situé dans le village de Waterville, dans le district de Saint François, étant partie du lot du cadastre numéro deux cent quatre (204), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit village de Waterville, commençant sur le côté est du chemin conduisant de Waterville à Sherbrooke, à la jonction de la propriété de Frank B. Reed avec celle de Napoléon Lacroix ou représentants ; de là, courant dans une direction est, deux cents pieds et huit poüces jusqu'à un poteau, de là du dit point dans une direction ouest ou sud-ouest environ deux cent quarante-huit pieds quatre poüces, plus ou moins, jusqu'au dit chemin ; de là, dans une direction nord le long du dit chemin, cent vingt-cinq pieds, mesure précise, jusqu'au point de départ.

Le dit morceau de terre est de forme triangulaire ; borné au nord par le dit Lacroix, au sud par la terre de Arnold Chamberlain, et à l'ouest en front par le dit chemin, sur lequel il aura un front de cent vingt-six pieds—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, dans le village de Waterville, le SEPTIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 4 mai 1910.

[Première publication, 7 mai 1910.]

Shérif
2213-2

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **J. H. WILSON**, No. 76. **ADAM BOUCHER**, débiteur insolvable, et **SYLVIANA DUGAL**, curateur.

township of Barnston, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township, as the lot number four V (4 V), in the said fifth range, containing twenty seven acres and fifty five hundredths of an acre—with the buildings thereon erected.

To be sold, the immoveable property above firstly described, at the church door of the parish of Saint Edmond, commonly called Saint Edmond de Coaticook, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon and the immoveables above secondly and thirdly described, to be sold on the SAME DAY, at the church door of the parish of Saint Wilfrid de Barnston, at TWO of the clock in the afternoon.

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 23rd May, 1910.

[First published, 28th May, 1910.]

R. A. BIRON,

Deputy Sheriff.
2462

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : **THE BANK OF MONTREAL**, No. 640.

and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against S. WATTS and C. W. PETERSON, both of the county of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the said C. W. Peterson, one of the defendants in this cause, to wit :

That certain tract or parcel of land situate and being in the village of Waterville, in the district of Saint Francis, being part of the cadastral lot number two hundred and four (204), on the official cadastral plan and book of reference of the said village of Waterville, beginning on the easterly side of the road leading from Waterville to Sherbrooke, at the Junction of Frank B. Reed's property with that of Napoléon Lacroix or representatives ; thence running in an easterly direction, two hundred feet and eight inches to a post ; thence, from said point in a westerly or south westerly direction, about two hundred and forty eight feet four inches, more or less, to said road ; thence, in a northerly direction along said road, one hundred and twenty five feet, exact measure, to the place of beginning.

The said piece of land is of a triangular figure ; bounded northerly by said Lacroix, southerly by land of Arnold Chamberlain, and westerly in front by said road, on which it shall have a frontage of one hundred and twenty six feet—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of L'Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie, in the village of Waterville, on the SEVENTH day of JUNE next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 4th May, 1910.

[First published, 7th May, 1910.]

Sheriff.
2214

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **J. H. WILSON**, No. 76. **ADAM BOUCHER**, insolvent debtor, and **SYLVIANA DUGAL**, curator.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, sur le sixième rang, de la contenance de trente-cinq pieds de largeur sur un arpent de profondeur; tenant du côté nord et en profondeur à François Ant. Gélinas, en front par le chemin public, et du côté sud au vendeur—avec une boutique de voitures dessus construites, connu et désigné le dit emplacement aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Boniface de Shawinigan, comme étant partie du lot numéro (261) deux cent soixante et un.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif.

Trois-Rivières, 4 mai 1910.

[Première publication, 7 mai 1910.]

Shérif.

2205-2

An emplacement située in the parish of Saint Boniface de Shawinigan, in the sixth range, containing thirty five feet in width by one arpent in depth; abutted on the north side and in depth by François Ant. Gélinas, in front by the public road, and on the south side by the seller—with a carriage-maker's shop thereon erected, the said emplacement being known and designated on the official cadastral plan and book of reference of Saint Boniface de Shawinigan, as being part of lot number (261) two hundred and sixty one.

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the EIGHTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office.

Three Rivers, 4th May, 1910.

[First published, 7th May, 1910].

Sheriff.

2206

Avis du Gouvernement

No 532.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 26 mai courant 1910, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lin, dans le comté de l'Assomption, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lin, les Nos 236 et 237 de la concession Sud-Rivière, et de les annexer à la municipalité scolaire de la ville des Laurentides, dans le même comté, 2511

No 1570.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date, du 26 mai courant 1910, de détacher des municipalités scolaires de Templeton-Est et de Templeton-Ouest, dans le comté d'Ottawa, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Templeton, les Nos suivants, savoir: De Templeton-Est, les Nos 1 et suivants jusqu'à 14 inclusivement des 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 rangs; les Nos 1 et suivants jusqu'à 14 inclusivement du Gore de Templeton-Est.

De Templeton-Ouest, les Nos 15 et suivants jusqu'à 22 inclusivement des 7, 8, 9, 10 et 11 rangs; les Nos 15 et suivants jusqu'à 28 inclusivement des 12 et 13 rangs; les Nos 15 et suivants jusqu'à 46 inclusivement du Gore de Templeton-Ouest, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Templeton-Nord, dans le même comté. 2513

No 1258.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Quebec, 26 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Anges les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, dans le comté de Missisquoi, les Nos 99, 121, 122 et 125, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Vérone, dans le même comté. 2517

Government Notice

No. 532.10

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th May, 1910, to detach from the school municipality of Saint Lin, in the county of l'Assomption, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Lin, the Nos. 236 and 237 of the South-River concession, and to annex same to the school municipality of the town of Laurentides, in the same county. 2512

No. 1570.09

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th May, instant, 1910, to detach from the school municipalities of East Templeton and West Templeton, in the county of Ottawa, the lots bearing on the official cadastre of Templeton, the following numbers, to wit: Of East Templeton, Nos. 1 and following to 14 inclusively of the 7th, 8th, 9th, 10th, 11th, 12th and 13th ranges; Nos. 1 and following to 14 inclusively of the Gore of East Templeton.

Of West Templeton, Nos. 15 and following to 22 inclusively of the 7th, 8th, 9th, 10th and 11th ranges; Nos. 15 and following to 28 inclusively of the 12th and 13th ranges; Nos. 15 and following to 46 inclusively of the Gore of West Templeton, and to erect such territory into a separate school municipality under the name of North Templeton, in the same county. 2514

No. 1258.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Notre-Dame-des-Anges, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Notre-Dame-des-Anges, in the county of Missisquoi, the Nos. 99, 121, 122 and 125, and to annex same to the school municipality of Saint-Pierre-de-Vérone, in the same county. 2518

No 1709-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de la Côte Saint-François, dans le comté de Jacques-Cartier, un terrain faisant partie du lot No 188, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, et borné comme suit : en front vers le nord-ouest aux lots Nos 186 et 187, du dit cadastre ; au sud-est à une portion du dit lot No 188 appartenant au dit Joseph Jolicœur, d'un côté au nord-est au lot 193, et de l'autre côté au sud-ouest à une autre portion du dit lot 188 appartenant à Horace Groulx, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire du Haut de la Côte Saint-Louis, dans le même comté.

2519

No 705.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Samuel-de-Horton, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Samuel, canton de Horton, comté d'Arthabaska, les Nos 12 et 13 du 4ème rang de ce canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, dans le même comté.

2521

No 944.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher : 1° De la municipalité scolaire de la Côte Saint-Elzéar, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, les Nos 634 et suivants jusqu'au No 674 inclusivement ; 2° De la municipalité scolaire de la Côte-de-la-Lacasse, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Rose, dans le même comté, les Nos 308, 309, 317, 318, 326, 327, 329, 329a, 330, 331, 332, 334, 341, 342, 342a, 343, 351, 352, 353, 355, 364 et 365 inclusivement, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Elzéar-de-Laval, dans le comté de Laval.

2507

No 1600.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Rose, dans le comté de Dorchester, la partie des biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Prospère, les Nos 18, 19, 20, 21 et 22 du 7e rang nord-est, qui appartiennent à la municipalité scolaire de Sainte-Rose, et de les annexer à celle de Saint-Prospère, dans le même comté.

2503

No 107.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte pour les catholiques seulement, sous le nom de l'Assomption de Waterville, tout le territoire com-

No. 1709-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Cote Saint Francois, in the county of Jacques-Cartier, a piece of ground forming part of lot No. 188, of the official cadastre of the parish of Saint Laurent, and bounded as follows : in front towards the north west by lots Nos. 186 and 187, of the said cadastre ; on the south east by a portion of the said lot No. 188 belonging to Joseph Jolicœur, on one side to the north east by lot 193, and on the other side to the south west by another portion of the said lot 188 belonging to Horace Groulx, and to annex the said territory to the school municipality of Haut de la Cote Saint Louis, in the same county.

2520

No 705.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Samuel-de-Horton, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Samuel, township of Horton, county of Arthabaska, the Nos. 12 and 13 of the 4th range of the said township, and to annex same to the school municipality of Sainte-Clotilde, in the same county.

2522

No. 944.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach : 1. From the school municipality of Cote Saint Elzéar, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Martin, in the county of Laval, the Nos. 634 and following to No. 674 inclusively ; 2. From the school municipality of Côte-de-la-Lacasse, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte Rose, in the same county, the Nos. 308, 309, 317, 318, 326, 327, 329, 329a, 330, 331, 332, 334, 341, 342, 342a, 343, 351, 352, 353, 355, 364 and 365 inclusively, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of Saint-Elzéar-de-Laval, in the county of Laval.

2508

No. 1600.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Sainte Rose, in the county of Dorchester, the portion of the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Prosper, the Nos. 18, 19, 20, 21 and 22 of the 7th north east range, which belong to the school municipality of Sainte Rose, and to annex same to that of Saint Prosper, in the same county.

2504

No. 107-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him to erect into a separate school municipality, for the catholics only, under the name of l'Assomption de Waterville, all the territory comprised within the limits

pris dans les limites assignées à cette municipalité par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du huit novembre 1906. 2505

No 1650.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 26 mai courant, 1910, d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Northfield, le canton de Northfield avec les mêmes limites que celles assignées à ce canton par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 10 juin 1861. 2509

No 750.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de la ville de Saint-Louis-de-Mile-End, dans le comté d'Hochelaga, les biens-fonds situés à l'ouest de l'Avenue du Parc entre la rue Saint-Viateur et l'Avenue Mont-Royal, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire d'Outremont, dans le même comté. 2499

No 1350.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1910

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'annexer à la municipalité scolaire de Villieray, dans le comté d'Hochelaga, le territoire ci-dessous désigné, savoir :

Borné au sud-ouest par la ligne limitative sud-ouest des lots ayant les Nos 488 et 487, du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet ; à l'est par la ligne limitative sud-est des lots ayant au même cadastre les Nos 488-85, 488-330, 488-371, 488-639, 488-680, 488-859, 488-880a, 488-963a, 488-982a, 488-1096, 488-1117, 488-1257 ; au nord-est par la ligne limitative sud-ouest du lot ayant au même cadastre le No 484 ; au nord-ouest par une ligne droite partant du lot No 484, coupant les lots 486 et 487, et passant par le centre de la rue Jarry, qui limite au nord-ouest les lots 2630 et 490 du même cadastre officiel. 2501

No 1226-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1910.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Chrysostôme, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, les Nos 417 à 424 inclusivement de la concession Beauséjour, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Lambert, dans le même comté. 2497

assigned to the said municipality by proclamation of the Lieutenant Governor in council, dated the eight of November, 1906. 2506

No. 1650.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

HIS HONOR the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th May, 1910, to erect into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Northfield, the township of Northfield with the said limits as those assigned to the said township by proclamation of the Lieutenant Governor in council, dated the 10th June, 1861. 2510

No. 750.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of the town of Saint-Louis-de-Mile-End, in the county of Hochelaga, the lots situate on the west of Park Avenue, between Saint Viateur street and Mount Royal Avenue, and to annex such territory to the school municipality of Outremont, in the same county. 2500

No. 1350.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to annex to the school municipality of Villieray, in the county of Hochelaga, the territory hereunder described, to wit :

Bounded on the south west by the south west boundary line of the lots bearing the Nos. 488 and 487, of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ; on the east by the south east boundary line of the lots bearing on the same cadastre the Nos. 488-85, 488-330, 488-371, 488-639, 488-680, 488-859, 488-880a, 488-963a 488-982a, 488-1096, 488-1117, 488-1257 ; on the north east by the south west boundary line of the lot bearing on the same cadastre the No. 484 ; on the north west by a straight line starting from lot No. 484, intersecting lots 486 and 487, and running along the center of Jarry street, which is the north west boundary of the lots 2630 and 490 of the same official cadastre. 2502

No. 1226.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 26th May, 1910.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Jean Chrysostome, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Lévis, the Nos. 417 to 424 inclusively of the concession of Beauséjour, and to annex such territory to the school municipality of Saint Lambert, in the same county. 2498

Avis Divers

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1850.

Dame Azalie Lescadre, épouse commune en biens de Narcisse Lemay, de Maisonneuve, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Narcisse Lemay, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause

L. C. MEUNIER,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 11 mai 1910. 2523

Avis de Faillites

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 Dans l'affaire de Dame Anna Lavallée, faisant affaires sous le nom de S. Robitaille & Cie, Sherbrooke. Faillie.
 Avis est par le présent donné que la dite faillie a fait, ce jour, un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Sherbrooke, district de Saint-François.

GEDEON E. BEGIN,
 Gardien provisoire.
 Bureau de Bélanger & Bégin,
 155, rue Wellington.
 Sherbrooke, 25 mai 1910. 2489

En Liquidation

Province de Québec, }
 District de Québec. }
 Dans l'affaire de "La Compagnie de Théâtre de Québec", En liquidation.
 Avis est par le présent donné :
 1° Que le 21 mai 1910, à une assemblée générale des directeurs et des actionnaires de "La Compagnie de Théâtre de Québec", tenue régulièrement à la dite date, à Limoilou, il a été résolu à l'unanimité par tous les membres présents au nombre exigé par la loi, de dissoudre et de liquider "La Compagnie de Théâtre de Québec".
 2 Et que j'ai été nommé liquidateur de la dite compagnie.
 Toutes réclamations contre la dite compagnie doivent être déposées à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

R. DE LA CHEVROTIERE, N. P.,
 4e avenue, Limoilou.
 26 mai 1910. 2495

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1850.

Dame Azalie Lescadre, wife common as to property of Narcisse Lemay, of Maisonneuve, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Narcisse Lemay, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

L. C. MEUNIER,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 11th May, 1910. 2524

Bankrupt Notices

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 In the matter of Dame Anna Lavallée, doing business under the name of S. Robitaille & Cie, Sherbrooke. Insolvent.
 Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made an assignment of her property for the benefit of her creditors, at the office of the prothonotary of Sherbrooke, district of Saint Francis.

GEDEON E. BEGIN,
 Provisional guardian.
 Office of Bélanger & Bégin,
 155, Wellington street.
 Sherbrooke, 25th May, 1910. 2490

In Liquidation

Province of Quebec, }
 District of Quebec. }
 In the matter of "La Compagnie de Théâtre de Québec", In liquidation.
 Notice is hereby given :
 1. That on the 21st May, 1910, at a general meeting of the directors and the shareholders of "La Compagnie de Théâtre de Québec", regularly held on the said date, at Limoilou, it was unanimously resolved by all the members present to the number required by law, to dissolve and liquidate "La Compagnie de Théâtre de Québec".
 2. And that I was appointed liquidator of the said company.
 All claims against the said company must be filed at my office within thirty days from this date.

R. DE LA CHEVROTIERE, N. P.,
 4th Avenue, Limoilou.
 26th May, 1910. 2486

Index de la Gazette Officielle de Québec No 21.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bertrand vs Deguise, 1150; Boutillette vs Lachance, 1148; Cournoyer vs Pélouquin, 1147; Francoeur vs Tessier, 1149; Fonger vs Kindestine, 1149; Gagnon vs Lavertu, 1150; Harelle vs Grenier, 1148; Korber vs Stern, 1148; Lamontagne vs Demers, 1149; Lareau vs D'Avignon, 1148; Lescadre vs Lemay, 1168; Minto vs Lamoureux, 1148; Morissette vs Picaud, 1150; Nelson vs Gardner, 1148; Roy dit Lauzon vs Moreau, 1149.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Hébert vs Beauchemin, 1149; Proulx vs Lavallée, 1149.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1137.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1144; Conseil législatif, 1142.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Paroisse de Saint-Canut, Deux-Montagnes, 1138.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—The Petrie Manufacturing Coy, Ltd, 1137; The Western Pacific Development Coy, Ltd, 1138.

DEMANDES À LA LÉGISLATURE :—Corporation des villes Saint-Jean et d'Iberville, 1146; Corporation de la ville de Saint-Jérôme, 1146; The Long Soo and Abitibi Railway, 1147.

FAILLIS :—Bernard & Ruel, 1152; Desmarais, 1151; Freed, 1150; Grontines, 1152; Langlois, 1151; Lavallée (Dme), 1168; Masson & Co, 1151; Pruneau & Cie, 1152; Raymond & Frère, 1152; Silberhertz, 1152; The Belmont Manufacturing Co, 1151; Waldron, 1150; Wand, 1151.

LETTRES PATENTES :—Bertrand, Foucher & Bélanger, 1140; La Cie des Industries Cantin, 1138; Le Magasin d'Épargne, incorporé, 1139.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—The Robertson Asbestos Mining Coy, 1141.

LIQUIDATION :—Cie de Théâtre de Québec, 1168; New Montreal Construction Coy, 1153; The Provincial Live Stock Association, 1153.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste de la Pointe aux Trembles, 1140.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Demande d'annuler l'arrêté en conseil concernant l'annexion de la municipalité de Saint-François à celle de Saint-Victor de Tring, 1103; Demande d'annexer divers lots de Notre-Dame-des-Anges à Saint-Pierre de Véron, comté de Missisquoi, 1165; Divers lots de Saint-Samuel de Horton à Sainte-Clotilde, comté d'Arthabaska, 1166; Divers lots de la municipalité de Saint-Pacôme à Notre-Dame du Mont-Carmel, Kamouraska, 1142; Divers lots de la municipalité de Saint-Henri à Saint-Jean-Chrysostôme, Lévis, 1167; Divers lots de Sainte-Rose à Saint-Prosper, 1166;

Index of the Quebec Official Gazette. No. 21.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bertrand vs Deguise, 1150; Boutillette vs Lachance, 1148; Cournoyer vs Pélouquin, 1147; Francoeur vs Tessier, 1149; Fonger vs Kindestine, 1149; Gagnon vs Lavertu, 1150; Harelle vs Grenier, 1148; Korber vs Stern, 1148; Lamontagne vs Demers, 1149; Lareau vs D'Avignon, 1148; Lescadre vs Lemay, 1168; Minto vs Lamoureux, 1148; Morissette vs Picaud, 1150; Nelson vs Gardner, 1148; Roy dit Lauzon vs Moreau, 1149.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BODY AND BOARD :—Dmes Hébert vs Beauchemin, 1149; Proulx vs Lavallée, 1149.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1137.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1144; Legislative Council, 1142.

FARMERS' CLUB DISSOLVED :—Parish of Saint-Canut, Two Mountains, 1138.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—The Petrie Manufacturing Coy, Ltd, 1137; The Western Pacific Development Coy, Ltd, 1138.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Corporation of the towns of Saint-John and Iberville, 1146; Corporation of the town of Saint-Jérôme, 1146; The Long Soo and Abitibi Railway, 1147.

INSOLVENTS :—Bernard & Ruel, 1152; Desmarais, 1151; Freed, 1150; Grontines, 1152; Langlois, 1151; Lavallée (Dme), 1168; Masson & Co, 1151; Pruneau & Cie, 1152; Raymond & Frère, 1152; Silberhertz, 1152; The Belmont Manufacturing Co, 1151; Waldron, 1150; Wand, 1151.

LETTERS PATENT :—Bertrand, Foucher & Bélanger, 1140; La Cie des Industries Cantin, 1138; Le Magasin d'Épargne, incorporé, 1139.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The Robertson Asbestos Mining Coy, 1141.

LIQUIDATION :—Cie de Théâtre de Québec, 1168; New Montreal Construction Coy, 1153; The Provincial Live Stock Association, 1153.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Municipality of the village of Saint-Jean-Baptiste de la Pointe aux Trembles, 1140.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, &c. :—Application to annul the order in council concerning the annexation of the municipality of Saint-François to that of Saint-Victor de Tring, 1103; Application to annex of several lots of Notre-Dame-des-Anges to Saint-Pierre de Véron, county of Missisquoi, 1165; Several lots of Saint-Samuel de Horton to Sainte-Clotilde, county of Arthabaska, 1166; Several lots of the municipality of Saint-Pacôme to Notre-Dame du Mont-Carmel, Kamouraska, 1142; Several lots of the municipality of Saint-Henri to Saint-Jean-Chrysostôme, Lévis, 1167; Several lots of Sainte-Rose to

Divers lots du Sault au Récollet à Villaray, 1167 ; Divers lots de Saint-Louis-de-Mille-End à Outremont, 1167 ; Divers lots de Saint-Jean-Chrysostôme à Saint-Lambert, 1167 ; L'Assomption de Waterville, 1165 ; Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, 1130 ; Partie du lot 188, de Côte Saint-François à Haut de la côte Saint-Louis, comté Jacques-Cartier, 1166 ; Saint-Elzéar de Laval, comté de Laval, 1166.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE : — Divers lots de Saint-Lin à la ville des Laurentides, 1165 ; Canton Northfield, 1167 ; Templeton Nord, 1165.

NOMINATION : — Greffier, cour de magistrat et cour de circuit : — Rimouski, 1137.

ORDRE DE COUR : — Dominion Tobacco vs Nantel, 1154.

VENTE DE FAILLITE : — Rattray & Sons, 1153 ; St. Onge, 1133.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS : — Dominion Express Coy, 1147.

VENTES PAR LICITATION : — Bélanger vs Dme Bélanger et al, 1156 ; Deguire vs Décarie, 1154 ; Fiset vs Dme Dérôme es-qual, 1155 ; Miville dit Deschênes vs Richard et al, 1156 ; St. Onge (Dme) vs St. Onge et al, 1120.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCÉ : — Bouchard vs Lachance, 1157 ; Dufresne vs Champagne, 1157 ; Dufresne vs Champagne, 1157.

BEDFORD : — Bourgeois vs Desmarais, 1158 ; Donais vs Landreville, 1158 ; Fortin vs Cordeau, 1158.

CHICOUTIMI : — Compagnie J. H. Jacques & Fils vs Tremblay, 1159 ; Gobeil, Failli, 1159.

GASPE : — Roy vs Roy, 1160.

MONTREAL : — Berriault vs Lalonde, 1162 ; Joseph vs Guilbault, 1160 ; Latour vs Stocker et al, 1162.

OTTAWA : — Martin-Senour Co vs Doré, 1163.

SAINT FRANÇOIS : — Bank of Montreal vs Watts et al, 1164 ; Burns (Delle) vs Dme McDonald, 1163.

TROIS RIVIÈRES : — Boucher insolvable, 1164.

Saint Prosper, 1166 ; Several lots of Sault aux Récollet to Villaray, 1167 ; Several lot of Saint Louis de Mille End to Outremont, 1167 ; Several lots of Saint Jean Chrysostôme to Saint Lambert, 1167 ; L'Assomption de Waterville, 1165 ; Notre Dame des Laurentides, county of Quebec, 1130 ; Part of lot 188, of Côte Saint Francis to Haut de la côte Saint Louis, county of Jacques Cartier, 1166 ; Saint Elzéar de Laval, county of Laval, 1166.

SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED : — Several lots of Saint Lin to the town Laurentides, 1165 ; Township Northfield, 1167 ; North Templeton, 1165.

APPOINTMENT : — Clerk, magistrate's court and circuit court : — Rimouski, 1137.

ORDER OF COURT : — Dominion Tobacco vs Nantel, 1154.

INSOLVENT SALE : — Rattray & Sons, 1153 ; St. Onge, 1133.

SALE OF UNCLAIMED GOODS : — Dominion Express Coy, 1147.

SALES BY LICITATION : — Bélanger vs Dme Bélanger et al, 1156 ; Deguire vs Décarie, 1154 ; Fiset vs Dme Dérôme es-qual, 1155 ; Miville dit Deschênes vs Richard et al, 1156 ; St. Onge (Dme) vs St. Onge et al, 1120.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCÉ : — Bouchard vs Lachance, 1157 ; Dufresne vs Champagne, 1157 ; Dufresne vs Champagne, 1157.

BEDFORD : — Bourgeois vs Desmarais, 1158 ; Donais vs Landreville, 1158 ; Fortin vs Cordeau, 1158.

CHICOUTIMI : — Company J. H. Jacques & Fils vs Tremblay, 1159 ; Gobeil, Insolvent, 1159.

GASPÉ : — Roy vs Roy, 1160.

MONTREAL : — Berriault vs Lalonde, 1162 ; Joseph vs Guilbault, 1160 ; Latour vs Stocker et al, 1162.

OTTAWA : — Martin Senour Co vs Doré, 1163.

SAINT FRANÇOIS : — Bank of Montreal vs Watts et al, 1164 ; Burns (Delle) vs Dme McDonald, 1163 ;

THREE RIVERS : — Boucher insolvent, 1164 ;